

I – Le contexte international et national

A – Le contexte international

Selon le rapport “Global economic prospects” de la banque mondiale, “Malgré une amélioration à court terme, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. En 2024-2025, la croissance devrait être inférieure à la moyenne des années 2010 dans près de 60 % des économies, représentant plus de 80 % de la population mondiale. Les risques baissiers sont prédominants, notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques”.

En outre, outre les conflits existants, des évènements récents devraient avoir un impact important sur l'exercice 2025 tels que :

- L'investiture de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier et son programme qui promet de « remettre de l'ordre » dans le pays avec notamment :
 - o La mise en place d'une commission présidentielle chargée de « démanteler la bureaucratie gouvernementale »,
 - o La suppression de réglementations limitant les forages pétroliers et gaziers,
 - o L'imposition de tarifs douaniers,
 - o Le possible retrait des États-Unis de l'accord de Paris et de l'OMS,
- Les élections en Allemagne en février 2025 suite à la dissolution anticipée du parlement,

L'année 2025 est ainsi remplie d'incertitudes qui pourraient affecter en profondeur la situation mondiale et celles des Outre-Mer d'autant que la France est fragilisée sur les plans politique et économique.

B – Le contexte national

Le 4 décembre 2024, l'Assemblée nationale a adopté une motion de censure en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, engageant la responsabilité du Gouvernement. Conformément à l'article 50 de la Constitution, le Premier ministre a présenté sa démission au Président de la République le 5 décembre.

Cette situation a suspendu l'examen et l'adoption du projet de loi de finances pour 2025 qui ne pourra être adopté de façon définitive avant la fin de l'année 2024. Dès lors, la Constitution (article 47, alinéa 4) et la LOLF (article 45) autorisent le Gouvernement à déposer un « projet de loi spéciale » avant le 19 décembre.

Par le vote du Sénat le 18 décembre, Ce projet de loi a été donc définitivement adopté par le Parlement et a été promulguée par le Président de la République le 20 décembre 2024 et publiée au Journal officiel du 21 décembre 2024.

La loi comporte 4 articles :

- Article 1 : « Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2025, la perception des ressources de l'Etat et des impositions de toutes natures affectées à des personnes morales autres que l'Etat est autorisée conformément aux lois et règlements ».
- Article 2 : « Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2025, les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales sont évalués à 45 057 825 520 €, qui se répartissent comme suit :

Intitulé du prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des collectivités territoriales	Montant
Dotations globales de fonctionnement	27 245 046 362
Dotations spéciales pour le logement des instituteurs	4 753 232
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	30 000 000
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	7 104 000 000
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	664 114 745
Dotations pour transferts de compensations d'exonération de fiscalité directe locale	378 003 970
Dotations élu local	123 506 000
Collectivité territoriale de Corse	42 946 742
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	431 738 376
Dotations départementales d'équipement des collèges	326 317 000
Dotations régionales d'équipement scolaire	661 186 000
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	2 686 000
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000 000
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	239 658 133
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (EPCI)	890 110 332
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	1 243 315 500
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	467 129 770
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	272 278 000
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 020 650
Collectivité territoriale de Guyane	27 000 000
Neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559 085
Dotations globales d'autonomie de la Polynésie française	90 552 000
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de St-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	
Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	4 016 619 586
Compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	3 000 000
Compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	
Soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	
Soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	400 000 000
Compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	24 700 000
Communes nouvelles	17 600 000
Fonds de sauvegarde des départements pour l'année 2024	52 862 037
Compensation lissage perte exceptionnelles de recettes taxes foncières propriétés bâties	3 300 000
Compensation recettes résultant de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties	7 000 000
Total	45 057 825 520

- Article 3 : « Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2025, le ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en 2025, à des emprunts à long, moyen et court termes libellés en euros ou en autres devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ainsi qu'à toute opération de gestion de la dette ou de la trésorerie de l'Etat.

- Article 4 : « Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, la caisse de prévoyance et de retraite du personnel ferroviaire, la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines et la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales sont habilitées, en 2025, à recourir à des ressources non permanentes dans la seule mesure nécessaire à la couverture de leurs besoins de trésorerie. »

Le Gouvernement prendra un décret ouvrant les crédits nécessaires pour les services votés, conformément à l'article 47 de la Constitution. Ce décret visera à couvrir les besoins des missions et programmes budgétaires pour démarrer la gestion 2025, avec des ouvertures de crédits dans la limite de ce que prévoyait la loi de finances pour 2024.

La comparaison entre les LFI 2022 à 2 024 et la loi spéciale votée pour 2025 ressort ainsi :

Intitulé du prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des collectivités territoriales	LFI 2022	LFI 2023	LFI2024	Loi spéciale 2025	% 24-25
Dotations globales de fonctionnement	26 786 027 022	26 931 362 549	27 145 046 362	27 245 046 362	0,37%
Dotations spéciales pour le logement des instituteurs	5 737 881	5 273 878	4 753 232	4 753 232	0,00%
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000 000	50 000 000	30 000 000	30 000 000	0,00%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 500 000 000	6 700 000 000	7 104 000 000	7 104 000 000	0,00%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	580 632 929	628 109 980	664 114 745	664 114 745	0,00%
Dotations élu local	101 006 000	108 506 000	108 906 000	123 506 000	13,41%
Collectivité territoriale de Corse	57 471 037	42 946 742	42 946 742	42 946 742	0,00%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	439 206 199	433 823 677	431 738 376	431 738 376	0,00%
Dotations départementales d'équipement des collèges	326 317 000	326 317 000	326 317 000	326 317 000	0,00%
Dotations régionales d'équipement scolaire	661 186 000	661 186 000	661 186 000	661 186 000	0,00%
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	2 686 000	2 686 000	2 686 000	2 686 000	0,00%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	2 880 213 735	2 875 213 735	2 820 213 735	2 840 213 735	0,71%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)			447 129 770	467 129 770	4,47%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)			1 243 315 500	1 243 315 500	0,00%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (EPCI)			890 110 332	890 110 332	0,00%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)			239 658 133	239 658 133	0,00%
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	388 003 970	378 003 970	378 003 970	378 003 970	0,00%
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	0,00%
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000	107 000 000	107 000 000	107 000 000	0,00%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000	6 822 000	6 822 000	6 822 000	0,00%
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	284 278 000	284 278 000	272 278 000	272 278 000	0,00%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 020 650	48 020 650	48 020 650	48 020 650	0,00%
Collectivité territoriale de Guyane	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000	0,00%
Neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559 085	122 559 085	122 559 085	122 559 085	0,00%
Dotations globales d'autonomie de la Polynésie française	90 552 000	90 552 000	90 552 000	90 552 000	0,00%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	100 000 000				0,00%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire					0,00%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire					0,00%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de St-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire					0,00%
Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 641 930 057	3 825 351 987	4 016 619 586	4 016 619 586	0,00%
Compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	1 000 000	1 000 000	3 000 000	3 000 000	0,00%
Compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)					0,00%
Soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022		430 000 000			0,00%
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers					0,00%
Soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie		1 500 000 000	400 000 000	400 000 000	0,00%
Compensation Lissage perte exceptionnelles de recettes taxes foncières propriétés bâties				3 300 000	0,00%
Communes nouvelles				17 600 000	0,00%
Compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants			24 700 000	24 700 000	0,00%
Fonds de sauvegarde des départements pour l'année 2024				52 862 037	0,00%
Compensation recettes résultant de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties				7 000 000	0,00%
Total	43 211 649 565	45 590 013 253	44 842 463 483	45 057 825 520	0,48%

Alors que la loi spéciale fait état d'une croissance des prélèvements sur les recettes de l'Etat de 0,48% par rapport à la LFI 2024, Le PLF 2 025 présenté par Michel Barnier et les discussions parlementaires prévoyaient un repli de 1,46% sur les mêmes prélèvements et au regard de la volonté affichée de réduire les dépenses de l'Etat, intégraient des mesures contraignantes telles que :

- Un report de trois ans (en 2030) de la suppression progressive de la CVAE pour les entreprises (mesure rejetée lors de l'examen du PLF)
- Une augmentation de un à trois jours du délai de carence dans la fonction publique ce qui conduirait à baisser le taux de remboursement du congé de maladie ordinaire à 90% au lieu de 100% actuellement.

- Un taux de FCTVA fixé à 14,850% (contre 16,404 % en 2024) avec une exclusion des dépenses de fonctionnement,

L'annexe du PLF 2 025 faisait également ressortir pour l'outre -mer, les contrats de convergence et de transformation passés entre les Régions/ collectivités territoriale et l'Etat en outre-mer, qui ont évolué ainsi :

Contrat de convergence et de transformation 2 019-2 022			
Action / opérateur	Rappel montant contractualisé	Consommation au 31/12/2024	
		Autorisation d'engagement	Crédits de paiements
02 - Aménagement du territoire			
Guadeloupe	35 220 989	38 113 210	8 811 490
Saint-Pierre et Miquelon	11 663 228	10 830 902	9 968 877
Polynésie Française	89 350 675	92 359 203	52 524 706
Guyane	23 047 322	16 781 416	15 075 781
Saint-Martin	49 375 000	46 871 456	10 941 489
Wallis et futuna	32 143 000	31 118 391	30 570 724
Martinique	27 865 875	28 093 582	10 312 484
La Réunion	75 337 932	64 923 496	36 255 758
Mayotte	163 012 732	111 135 421	75 001 400
Total	507 016 753	440 227 077	249 462 709

Source : Outre mer - PLF -PAP - Budget général / budget annexe - P 73

Contrat de convergence et de transformation 2 024-2 027			
Action / opérateur	Rappel montant contractualisé	Consommation au 31/12/2024	
		Autorisation d'engagement	Crédits de paiements
02 - Aménagement du territoire			
Nouvelle - Calédonie	298 736 641	16 620 321	8 821 738
Polynésie Française	119 134 233	22 544 067	
Saint-Martin	39 500 000	3 923 130	646 689
Martinique	27 865 875	2 481 102	350 558
La Réunion	75 337 932	4 161 805	5 139 682
Guyane	4 500 000	250 000	210 335
Mayotte	163 012 732	16 708 018	4 329 740
Wallis et futuna	26 572 000	2 649 832	802 764
Saint-Pierre et Miquelon	9 500 000	830 664	339 394
Guadeloupe	30 500 000	2 746 785	51 240
Total	794 659 413	72 915 724	20 692 140

Source : Outre mer - PLF -PAP - Budget général / budget annexe - P 73

Alors que les crédits inscrits au CCT 2024-2027 enregistrent une croissance de 56,73% par rapport au CCT 2019-2022, en raison de l'introduction de la Nouvelle-Calédonie¹, les crédits contractualisés pour la Guyane ressortent à 4,5 M€ contre 23 M€ au CCT 2019-2022. Cependant, A l'instar d'autres territoires ultra-marins, la Guyane faisait l'objet de projets d'interventions spécifiques telles que :

- Dotation spéciale d'équipement scolaire aux communes (15 M€ en AE et CP)
- Dotation spéciale de construction et d'équipement des lycées et collèges de la CTG (+65,5 M€ en AE et 16,9 M€ en CP)
- Lutte contre l'orpaillage illégal (1,23 M€ en AE et CP)

¹ Baisse des CCT 2024-2027 de -2,19% sans la Nouvelle-Calédonie.

Compte tenu de la situation de la dette de la France, il faut s'attendre à des propositions de réduction des dépenses publiques lors des discussions relatives au budget 2 025 qui se poursuivront au 1er trimestre 2025.

II – Le contexte local

La co-construction avec les acteurs locaux de la réforme de l'octroi de mer est toujours en cours et devrait comprendre un dispositif permettant à la CTG de disposer de ressources propres et de ne plus être tributaire du soutien financier exceptionnel de l'Etat.

Dans le cadre des accords structurels l'Etat devrait renouveler son soutien à la CTG à hauteur de 30 M€.

Hors plan d'investissement relatif aux compétences des collectivités, la Guyane a été dotée d'un Contrat de convergence et de transformation (CCT) 2024-2027 doté de 4,5 M€ de crédits de l'Etat contre 23 M€ de crédits de l'Etat au titre du CCT précédent.

Pour le calcul des dotations versées aux collectivités (DGF, Octroi de mer...) les populations municipales de Guyane ont été officialisées, au titre de l'exercice 2 025, comme suit :

Communes	Populations municipales											
	2 020	%	2 021	%	2 022	%	2 023	%	2 024	%	2 025	
Cayenne	61 268	3,89%	63 652	2,89%	65 493	0,71%	65 956	-3,77%	63 468	0,77%	63 956	
Rémire-Montjoly	25 122	4,06%	26 143	0,82%	26 358	-2,14%	25 793	5,74%	27 274	-0,87%	27 037	
Matoury	31 956	3,09%	32 942	1,57%	33 458	3,04%	34 474	0,97%	34 810	2,13%	35 551	
Roura	3 783	-10,39%	3 390	2,01%	3 458	-0,64%	3 436	-0,79%	3 409	-0,79%	3 382	
Macouria	14 202	9,86%	15 602	3,95%	16 219	17,68%	19 087	-1,26%	18 847	-0,21%	18 807	
Montsinéry-tonnégrande	2 589	7,07%	2 772	6,67%	2 957	6,22%	3 141	4,90%	3 295	4,92%	3 457	
Sous-total CACL	138 920	4,02%	144 501	2,38%	147 943	2,67%	151 887	-0,52%	151 103	0,72%	152 190	
Régina	876	-1,26%	865	-1,27%	854	-1,17%	844	96,09%	1 655	0,12%	1 657	
Saint-Georges	4 131	1,38%	4 188	1,36%	4 245	1,37%	4 303	4,69%	4 505	4,55%	4 710	
Camopi	1 805	1,61%	1 834	1,64%	1 864	1,61%	1 894	13,31%	2 146	1,03%	2 168	
Ouanary	200	10,00%	220	10,00%	242	9,92%	266	-5,64%	251	-20,32%	200	
Sous-total CCEG	7 012	1,35%	7 107	1,38%	7 205	1,42%	7 307	17,11%	8 557	2,08%	8 735	
Kourou	25 685	-2,83%	24 959	-0,22%	24 903	-0,39%	24 805	-0,78%	24 612	-0,58%	24 470	
Sinnamary	2 919	-0,82%	2 895	-0,69%	2 875	-0,70%	2 855	-0,88%	2 830	-1,02%	2 801	
Iracoubo	1 799	-1,45%	1 773	-1,41%	1 748	-1,09%	1 729	-1,27%	1 707	-1,29%	1 685	
Saint-Elie	242	-10,74%	216	14,35%	247	-1,21%	244	-1,23%	241	-34,85%	157	
Sous-total CCDS	30 645	-2,62%	29 843	-0,23%	29 773	-0,47%	29 633	-0,82%	29 390	-0,94%	29 113	
Mana	10 894	3,12%	11 234	3,93%	11 675	-0,60%	11 605	1,37%	11 764	-3,40%	11 364	
Saint-Laurent du maroni	42 612	6,96%	45 576	4,49%	47 621	3,26%	49 173	2,19%	50 250	2,95%	51 732	
Maripasoula	13 227	-9,32%	11 994	-1,27%	11 842	-17,51%	9 768	-6,05%	9 177	-8,22%	8 423	
Apatou	9 241	1,51%	9 381	1,08%	9 482	1,05%	9 582	2,46%	9 818	2,45%	10 059	
Awala-Yalimapo	1 411	1,35%	1 430	1,33%	1 449	2,28%	1 482	2,29%	1 516	2,18%	1 549	
Grand-Santi	7 918	9,85%	8 698	0,93%	8 779	0,91%	8 859	2,95%	9 120	2,96%	9 390	
Papaïchton	6 668	-6,84%	6 212	-7,32%	5 757	-1,27%	5 684	-1,37%	5 606	-1,36%	5 530	
Saul	152	0,00%	152	0,00%	152	0,66%	153	107,19%	317	-6,31%	297	
Sous-total CCOG	92 123	2,77%	94 677	2,20%	96 757	-0,47%	96 306	1,31%	97 568	0,80%	98 344	
Population Guyane	268 700	2,76%	276 128	2,01%	281 678	1,23%	285 133	0,52%	286 618	0,62%	288 382	

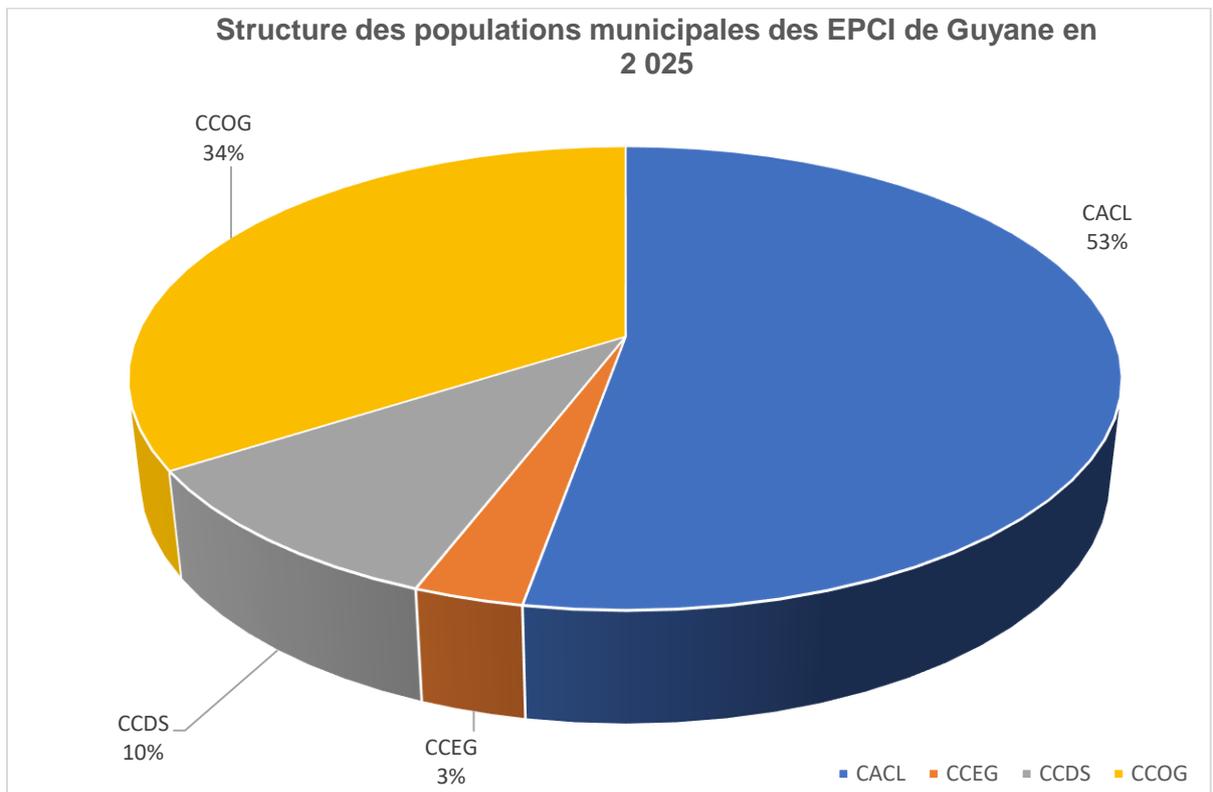
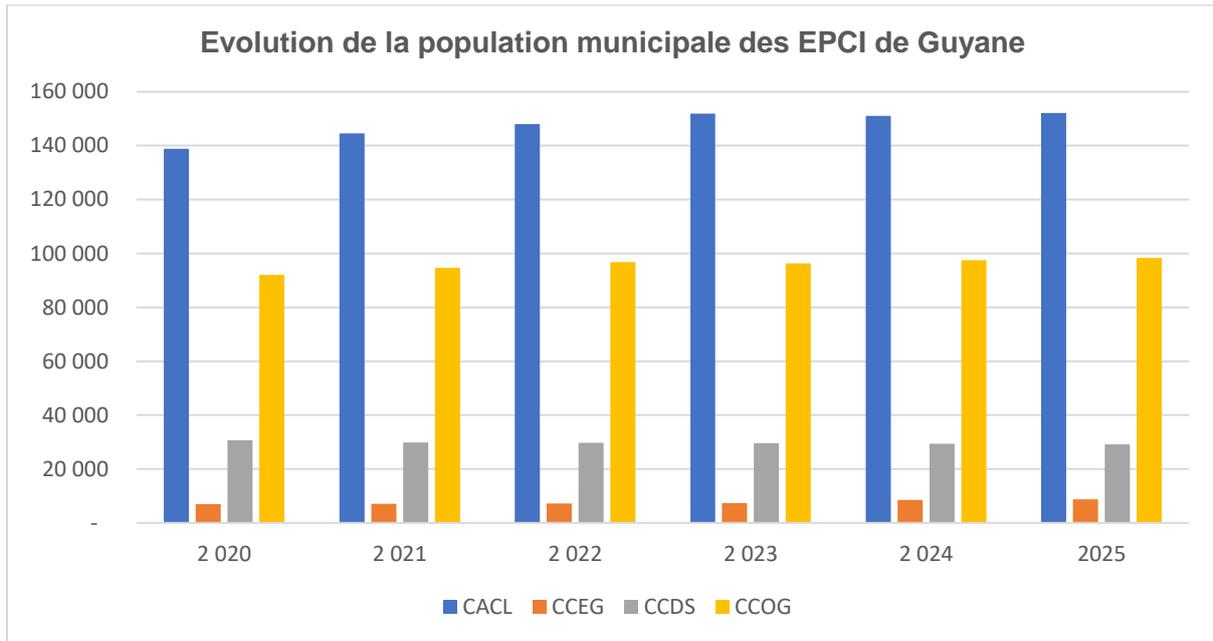
La population municipale de la Guyane en 2 024 progresse de 0,62 % contre +0,52% en 2024, +1,23% en 2023, +2,01% en 2 021 et +2,76% en 2 020 ; En dépit du ressenti (multiplication des embouteillages, augmentation de la collecte des déchets...), les données de l'INSEE font état d'une faible progression démographique en Guyane.

Nonobstant la problématique de la qualité du recensement pointée par les élus ainsi que l'ancienneté des données (la population officielle 2 025 repose sur les données du recensement 2 022), les données font apparaître :

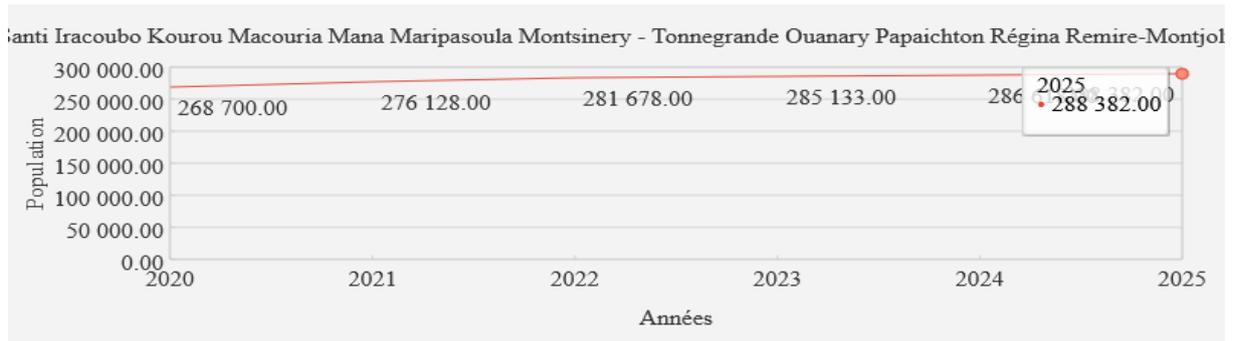
- Une poursuite du recul démographique des communes de la CCDS, rendant compte du problème aigu d'attractivité de ce territoire,
- Un fléchissement de la reprise de la croissance démographique de la CCOG (+0,80% en 2 025, contre +1,31% en 2024 et -0,47% en 2023) compte tenu de la poursuite de

la baisse de la population des communes de Maripasoula (-8,22% en 2 025 contre -6,05% en 2024 et -17,51% en 2023) et Papaïchton (-1,36% en 2025 et -1,37% en 2024) et du repli de la population de Mana (-3,40%) ; Sur la période 2 020-2025, les communes de Maripasoula et Papaïchton ont enregistré des reculs démographiques de respectivement -36,32% et -17,07%, qui affectent fortement leurs ressources ;

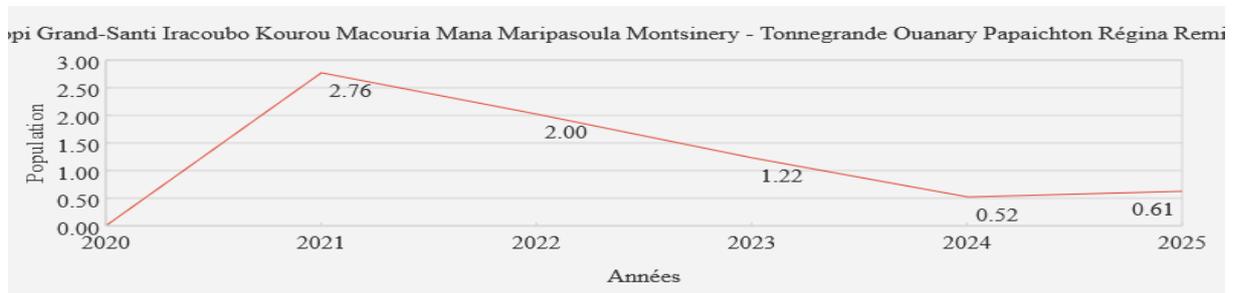
- Après un repli de -0,52% en 2024, une reprise de la croissance démographique de la CACL (+0,72%) en dépit de la baisse des populations de Rémire-Montjoly (-0,87%), Roura (-0,79%) et Macouria (-0,21%),
- La hausse démographique de la CCEG (+2,08%) en raison du dynamisme de la population de l'ensemble des communes à l'exception de Ouanary (-20,32%).



Evolution de la population municipale de la Guyane 2 019- 2 025



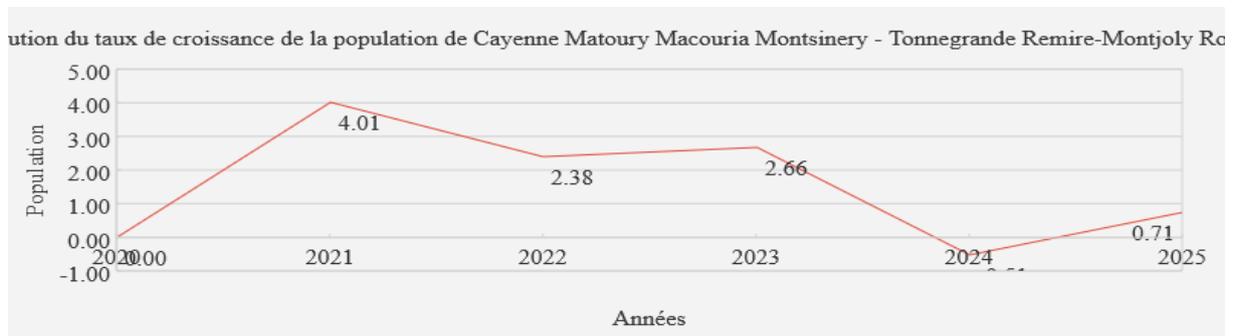
Evolution du taux de croissance de la population municipale de la Guyane 2 019- 2 025



Evolution de la population municipale de la CACL 2 019- 2 025



Evolution du taux de croissance de la population municipale de la CACL 2 019- 2 025



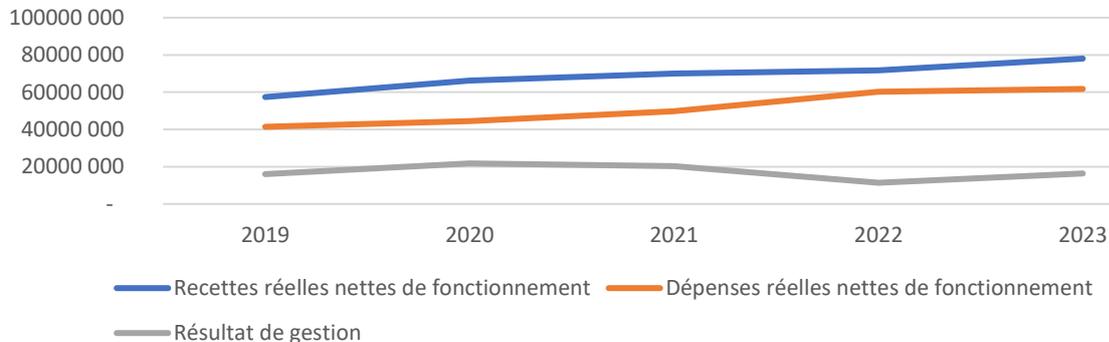
II – La rétrospective 2 019-2 023

A) Le budget principal

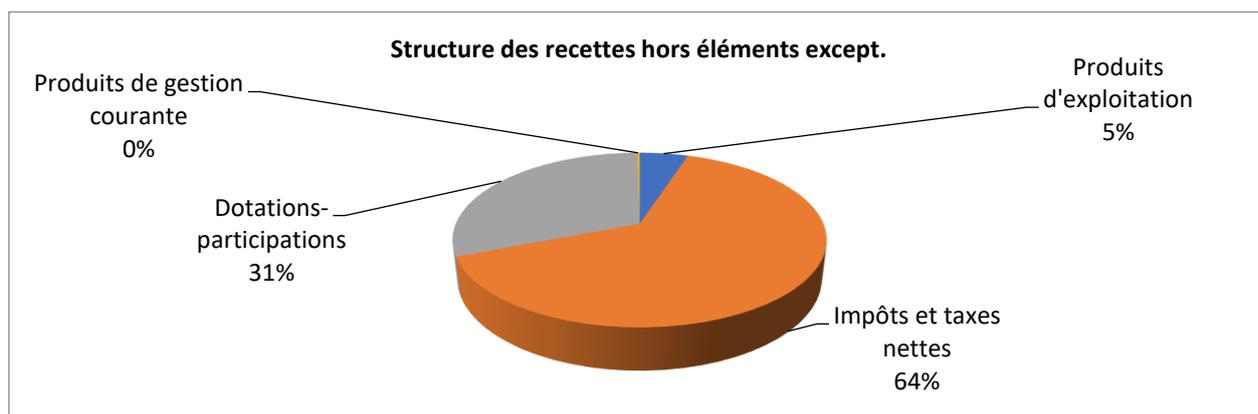
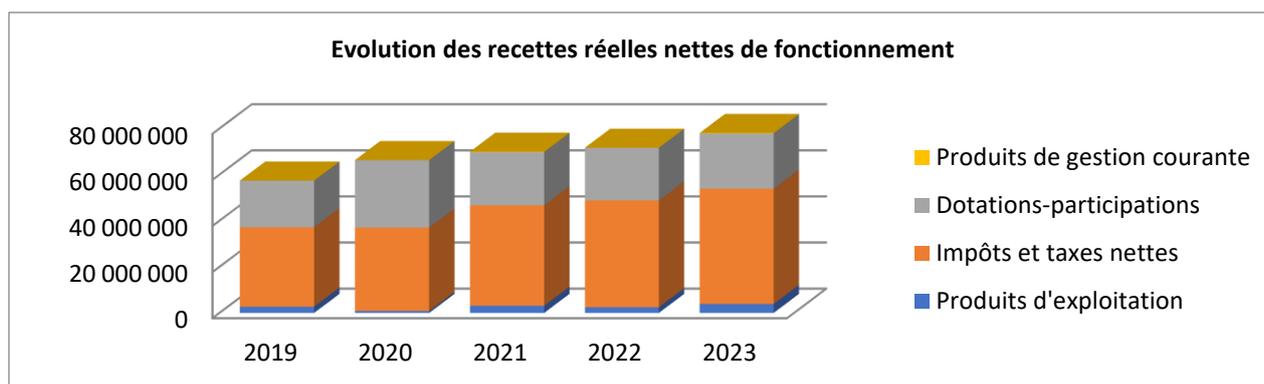
La synthèse des éléments financiers sur la période ressort ainsi :

Synthèse des SIG et de la variation de FR									
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Recettes réelles nettes de fonctionnement	57 407 466	15,51%	66 313 013	5,48%	69 947 514	2,46%	71 665 969	8,90%	78 046 945
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	41 427 378	7,54%	44 551 751	11,60%	49 721 022	21,26%	60 290 077	2,44%	61 760 771
<i>Dont charges de personnel</i>	6 634 737	2,75%	6 817 069	26,75%	8 640 624	7,70%	9 305 726	12,39%	10 458 817
Résultat de gestion	15 980 088	36,18%	21 761 262	-7,05%	20 226 491	-43,76%	11 375 892	43,16%	16 286 174
Résultat courant	14 982 354	39,58%	20 912 770	-7,20%	19 406 164	-47,42%	10 203 588	48,12%	15 113 870
Résultat financier	- 31 227	-42,22%	- 18 043	95,82%	- 35 332	-58,90%	- 14 520	-57,99%	- 6 100
Résultat exceptionnel	1 573 210	134,39%	3 687 524	-69,77%	1 114 796	-244,35%	- 1 609 196	-90,60%	- 151 301
Résultat de l'exercice	16 524 337	48,76%	24 582 251	-16,66%	20 485 628	-58,12%	8 579 872	74,32%	14 956 469
Capacité d'autofinancement (CAF)	16 524 337	53,90%	25 430 743	-16,22%	21 305 955	-54,23%	9 752 175	65,39%	16 128 773
Remb. Emprunt	200 606	-10,24%	180 071	107,12%	372 962	-41,73%	217 313	-71,77%	61 339
CAF nette	16 323 731	54,69%	25 250 673	-17,10%	20 932 993	-54,45%	9 534 863	68,51%	16 067 434
Recettes réelles d'investissement	1 551 033	3,83%	1 610 424	604,72%	11 348 963	-25,80%	8 420 744	38,93%	11 698 642
Dépenses réelles d'investissement	4 197 471	534,74%	26 642 864	75,85%	46 851 082	-70,73%	13 714 251	-34,62%	8 965 891
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	13 677 292	-98,40%	218 232	-6775,97%	-14 569 126	-129,11%	4 241 355	343,26%	18 800 185
Emprunts mobilisés	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-
Variation du fonds de roulement	13 677 292	-98,40%	218 232	-6775,97%	-14 569 126	-129,11%	4 241 355	343,26%	18 800 185
Fonds de roulement final	42 538 598	0,51%	42 756 830	-34,07%	28 187 704	15,05%	32 429 060	57,97%	51 229 245
ratio de désendettement	0,05	-48,05%	0,03	-42,62%	0,02	-19,03%	0,01	56,66%	0,02
Encours de dette	898 319	-20,05%	718 248	-51,93%	345 286	-62,94%	127 974	159,09%	331 572
Taux d'épargne brute (hors éléments exceptionnels)	28,78%	33,23%	38,35%	-20,57%	30,46%	-55,33%	13,61%	51,86%	20,67%
<i>Atténuation de charges de personnel</i>	41 722		51 162		7 437		163 522		134 196
<i>Charges de personnel nettes</i>	6 593 014		6 765 907		8 633 186		9 142 204		10 324 621
<i>Charges de pers. / dépenses réelles fct (en %)</i>	16,02%		15,30%		17,38%		15,43%		16,93%
<i>Charges de pers. Nettes / dépenses réelles fct (en %)</i>	15,91%		15,19%		17,36%		15,16%		16,72%
Recettes investissement / dépenses investissement	36,95%		6,04%		24,22%		61,40%		130,48%
Total dépenses investissement	100 371 560								
Total recettes investissement	34 629 806								
Taux de couverture	34,50%								
Solde	- 65 741 754								
Cumul CAF nette	88 109 693								
Reste à financer	22 367 939								
Mobilisation d'emprunts	-								
Variation du fonds de roulement	22 367 939								

Evolution des recettes et des dépenses nettes de fonctionnement (hors éléments exceptionnels)



	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Produits d'exploitation	2 725 659	-69,5%	830 785	274,5%	3 111 544	-20,0%	2 487 835	57,4%	3 914 822
Impôts et taxes (nets du 014)	34 417 727	5,2%	36 197 715	20,4%	43 590 285	6,3%	46 331 427	7,9%	50 006 848
Dotations - participations	20 264 078	44,5%	29 284 512	-21,3%	23 050 533	-0,9%	22 846 706	4,8%	23 952 174
Produits de gestion courante	2	-29,5%	1	15737933,1%	195 152	-100,0%	2	11463546,4%	173 101
Recettes réelles de fonctionnement	57 407 466	15,5%	66 313 013	5,5%	69 947 514	2,5%	71 665 969	8,9%	78 046 945
Production immobilisée	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Production stockée	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Recettes de fonctionnement	57 407 466	15,5%	66 313 013	5,5%	69 947 514	2,5%	71 665 969	8,9%	78 046 945
014 pour info	14 318 601	0,0%	14 318 600	-43,8%	8 054 120	-3,7%	7 755 144	7,7%	8 355 348



Sur la période, les recettes réelles nettes² de fonctionnement ont fortement progressé, passant de 57,4 M€ en 2 019 à 78 M€ en 2 023 (+36 %) en raison :

- De la forte augmentation des impôts et taxes (nets des reversements de fiscalité) qui de 34 M€ en 2 019 ressortent à 50 M€ en 2 023 (+45,29%) et se décomposent ainsi :

Compte	Libellé	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
73111	Taxes foncières et d'habitation	11 414 152,77	4,12	11 883 955,00	-17,15	9 845 780,00	3,39%	10 179 577,00	7,99%	10 993 163,00
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	3 784 711,00	0,45	3 801 900,00	-3,90	3 653 586,00	4,17%	3 806 027,00	-75,00%	951 504,00
7351	Fraction compens. TFPB et TH									1 133 476,00
7352	Fraction compens. CVAE									3 746 534,00
	Total fiscalité directe	15 198 863,77	3,20%	15 685 855,00	-13,94%	13 499 366,00	3,60%	13 985 604,00	20,30%	16 824 677,00
014	Fiscalité reversée	14 318 600,28	-43,75%	8 054 119,76	-3,71%	7 755 144,20	7,74%	8 355 348,20	0,00%	8 355 348,20
	Fiscalité nette conservée	880 263,49	766,98%	7 631 735,24	-24,73%	5 744 221,80	-1,98%	5 630 255,80	50,43%	8 469 328,80
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	1 709 207,00	-42,63	980 637,00	34,47	1 318 708,00	-8,63%	1 204 873,00	160,15%	3 134 444,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	437 518,00	8,80	476 020,00	88,08	895 288,00	2,95%	921 689,00	9,59%	1 010 076,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	240 909,00	148,25	598 054,00	-56,11	262 516,00	-34,40%	172 209,00	-9,48%	155 889,00
73221	FNGIR	311 421,00	44,18	449 018,00	0,00	449 018,00	0,00%	449 018,00	0,00%	449 018,00
73223	FPIC	1 173 360,00	11,31	1 306 015,00	4,05	1 358 917,00	5,30%	1 430 916,00	31,42%	1 880 541,00
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	13 270 800,00	2,76	13 636 780,00	4,60	14 264 616,00	4,35%	14 885 558,00	-5,95%	14 000 093,00
7342	Versement mobilité	13 871 709,35	6,79	14 813 717,09	8,21	16 030 314,43	7,31%	17 202 686,01	2,88%	17 697 678,64
7362	Taxes de séjour	56 918,20	32,57	75 455,68	115,17	162 354,26	71,77%	278 878,62	9,98%	306 723,34
7372	Taxes sur les carburants	2 315 927,37	7,72	2 494 763,67	-7,63	2 304 379,95	0,87%	2 324 343,45	8,01%	2 510 503,05
7382	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098 927,00	12,00%	1 230 796,00	-100,00%	
	Divers fiscalité	149 694,00								392 553,29
	Total fiscalité	34 417 727,41	23,37%	42 462 195,68	3,36%	43 889 260,44	4,20%	45 731 222,88	9,35%	50 006 848,12

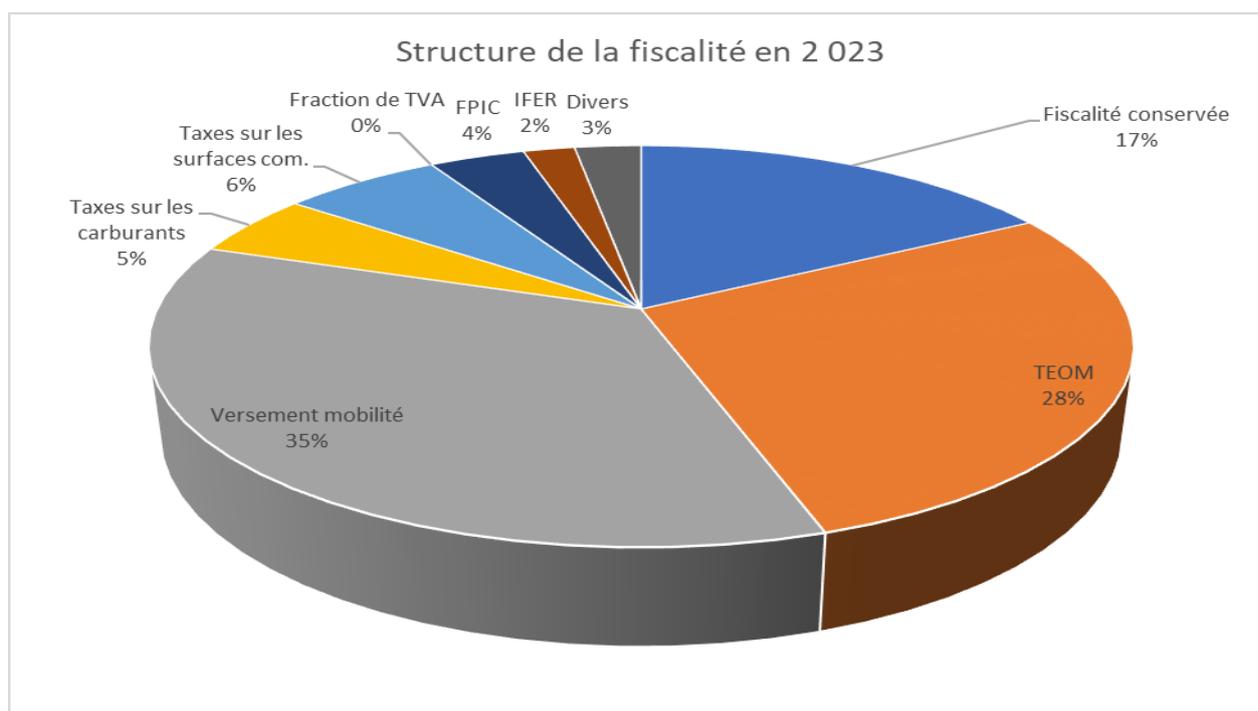
L'évolution très favorable des ressources fiscales conservées par la CA CL résulte :

- o De la très forte croissance du versement mobilité qui est passé de 14 M€ en 2 019 à 18 M€ en 2 023 (+28 %) en raison de l'élargissement de l'assiette,

² Nettes des reversements de fiscalité (Attribution de compensation...) - Ce sont les recettes propres de la collectivité

conséquence de l'amélioration du recensement des établissements publics et privés assujettis³,

- De la hausse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 13 M€ en 2 019 à 14 M€ en 2 023 (+5,50 %) pour une pression fiscale inchangée,
- De la forte hausse de la fiscalité directe conservée, qui de 0,9 M€ en 2 019, ressort à +8,5 M€ en 2 023, compte tenu de la baisse de la fiscalité reversée (les attributions de compensation) conséquence :
 - o Du transfert des compétences « tourisme et ZAE » en 2 018 puis «Eaux pluviales et Gemapi » en 2 021 ; La fiscalité reversée passe ainsi de 14,3 M€ en 2 019 à 8,3 M€ en 2 023.
 - o De la hausse de la fiscalité en 2 023 résultant de l'intégration des compensations de l'Etat en ressources fiscales.



- De la hausse des dotations-participations qui de 18 M€ en 2 018 atteignent 23 M€ en 2 023 et se décomposent ainsi :

Compte	Libellé	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
74124	Dotations d'intercommunalité	3 615 733,00	7,47	3 885 676,00	3,98	4 040 248,00	2,47%	4 139 940,00	4,75%	4 336 471,00
74126	Dotations de compensation des groupements de commun	5 030 410,00	- 7,83	4 636 373,00	- 1,97	4 545 062,00	-2,19%	4 445 363,00	-0,58%	4 419 554,00
	Sous total DGF	8 646 143,00	-1,44%	8 522 049,00	0,74%	8 585 310,00	0,00%	8 585 303,00	1,99%	8 756 025,00
7473	Départements	11 241 383,33	53,67	17 274 422,00	- 44,34	9 615 670,38	-1,62%	9 460 115,08	-2,25%	9 247 027,80
7478	Autres organismes	0,00	0,00	1 205 890,38	- 16,51	1 006 759,58	-46,89%	534 709,87	-100,00%	
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	395 890,39				
	Dotations compensations fiscales	376 552,00		2 265 383,00		3 312 854,00	15,99%	3 842 587,00	-70,09%	1 149 464,00
	Autres dotations	0,00		16 767,71		134 048,85	216,30%	423 990,60	1032,02%	4 799 657,28
	Total chapitre	20 264 078,33	44,51	29 284 512,09	- 21,29	23 050 533,20	-0,88%	22 846 705,55	4,84%	23 952 174,08

La DGF est relativement stable sur la période à 8,5 M€ et augmente de 2% en 2023 à 8,75 M€; L'évolution des dotations de 2019 à 2020 est essentiellement fonction de la

³ Notons que des pistes d'amélioration subsistent car en particulier, toutes les collectivités et établissements publics du territoire de la CACL ne payent pas le versement mobilité alors que réglementairement, elles y sont assujetties

perception de la dotation de compensation de la compétence « transport » de la CTG qui n'a pas été titrée en 2 017; Les dotations 2 017 et 2020 ont été titrées en 2 020 générant des recettes de 29 M€ ; Les années 2 021 et 2 022 correspondent au niveau normal des dotations (23 M€). En 2023, le repli des dotations de compensations résulte essentiellement de leur transfert en ressources fiscales ;

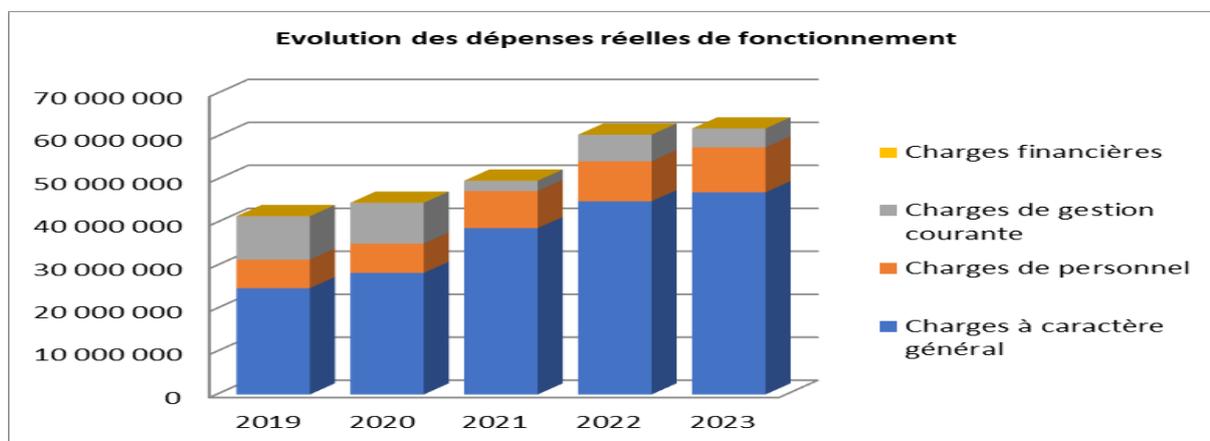
Au regard de l'importance des attributions de compensation versée aux communes et de la fiscalité perçue par les communes membres, **le coefficient d'intégration fiscal de la CACL, qui est un élément déterminant pour le calcul de la DGF, ressort à 28,88% en 2 022 contre une moyenne nationale de 38,72%** rendant compte d'une intégration perfectible entre l'EPCI et ses communes membres.

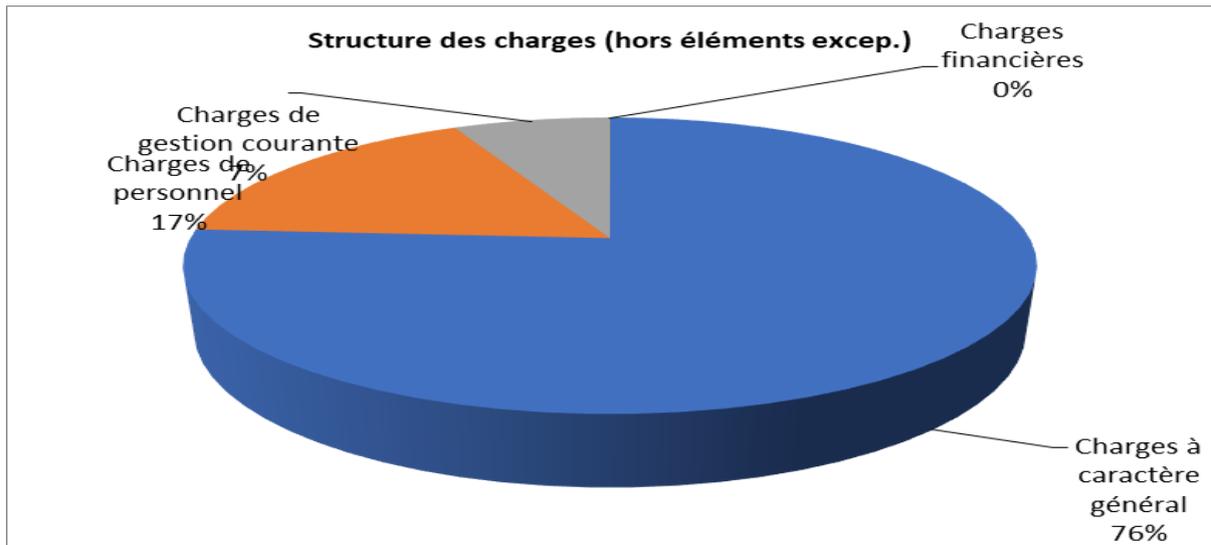
Alors que le taux de croissance des recettes nettes entre 2019 et 2022 étaient en repli (de +15,51% en 2 020, +5,48% en 2 021 et + 2,46% en 2022), En 2 023, les recettes nettes augmentent de près de 9% compte tenu de la hausse de la fiscalité et de l'amélioration des dotations.

Dans ce contexte d'évolution des recettes, les dépenses nettes de fonctionnement sont passées de 41,4 M€ en 2 019 à 62 M€ en 2 023 (+ 49,08%) ; Ainsi, sur la période, le taux de croissance des dépenses est supérieur à celui des recettes (+36%) témoignant d'un effet de ciseaux qui s'est néanmoins atténué en 2 023.

Les charges se décomposent principalement comme suit :

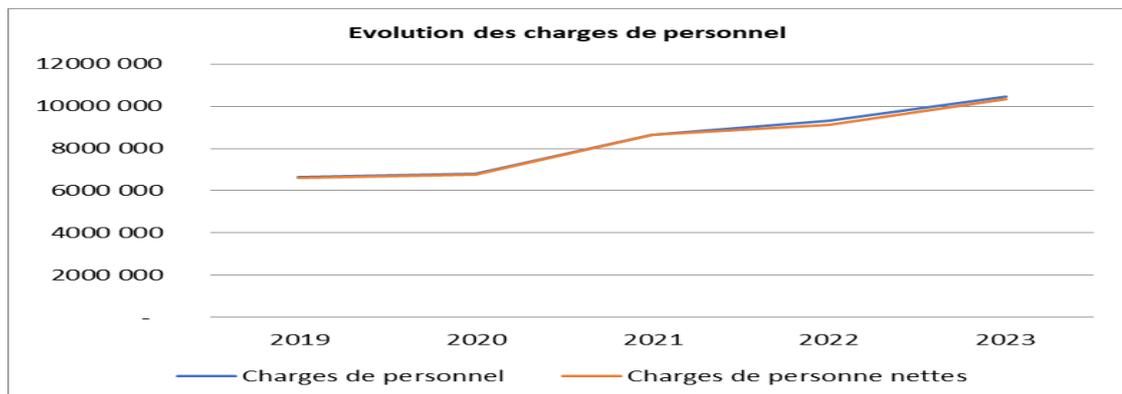
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Charges de personnel	6 634 737	2,7%	6 817 069	26,7%	8 640 624	7,7%	9 305 726	12,4%	10 458 817
Charges à caractère général	24 740 173	14,3%	28 289 628	36,8%	38 709 894	16,2%	44 967 884	4,6%	47 036 084
Autres charges de gestion courante	277 163	260,1%	998 025	-43,5%	564 134	40,6%	793 367	36,3%	1 081 427
Contributions obligatoires	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1 500 000	-100,0%	0
Participations	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Subventions	9 817 027	-13,4%	8 498 191	-78,7%	1 812 864	114,4%	3 886 172	-23,1%	2 989 195
Pertes sur créances irrécouvrables	0	0,0%	0	0,0%	944	-52,4%	449	73272,7%	329 444
Dépenses réelles de fonctionnement	41 469 100	7,6%	44 602 913	11,5%	49 728 459	21,6%	60 453 599	2,4%	61 894 967





L'évolution des dépenses résulte :

- De la forte augmentation de la masse salariale (+57,64 % ; 6,6 M€ en 2 019 – 10,4 M€ en 2 023) compte tenu du renforcement des services, des transferts de compétence et de la mise en ordre de la situation des agents,



- De l'explosion des charges à caractère général qui passent de 24,7 M€ en 2 019 à 47 M€ en 2 023 (+90,12 %) et qui sont principalement constituées des prestations passées avec les tiers pour le transport public et la gestion des déchets. A noter que l'exercice 2019 est marqué par la crise sanitaire entraînant un repli de -25% des charges à caractère général par rapport à 2 018.

Postes	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
611 - Contrats de prestations de services	30 457 786,19	-24,58%	22 972 308,40	15,51%	26 534 264,59	34,11%	35 586 160,56	7,43%	38 231 189,83	4,78%	40 059 721,69
Dont collecte et traitement des déchets	13 578 764,08	-21,31%	10 684 542,69	27,55%	13 628 128,36	7,00%	14 582 609,22	-0,07%	14 572 731,83	11,37%	16 230 194,33
Dont transports	14 220 877,82	-15,20%	12 058 699,00	3,94%	12 533 614,91	66,45%	20 861 622,70	13,24%	23 624 390,00	-1,08%	23 368 867,15
615232 - Entretien réseaux - pluvial							14 540,01		1 090 137,76	41,76%	1 545 396,98
Autres comptes	2 621 737,09	-32,57%	1 767 864,31	-0,71%	1 755 363,06	77,13%	3 109 193,81	81,61%	5 646 556,66	-3,82%	5 430 965,58
Total chapitre	33 079 523,28	-25,21%	24 740 172,71	14,35%	28 289 627,65	36,83%	38 709 894,38	16,17%	44 967 884,25	4,60%	47 036 084,25

Néanmoins et en dépit de la poursuite de la crise sanitaire, les charges progressent fortement en 2 020 (+14,35%) au regard de l'amélioration du service de gestion des déchets ; L'évolution

importante de la compétence transport en 2 021 (+66,45 %), résulte de l'intégration à ce chapitre, des prestations payées à la SEMOP (8 M€) antérieurement imputées à la Régie Communautaire des Transports au chapitre 65. La compétence « eaux pluviales » prend progressivement de l'importance (1 M€ en 2022 ; 1,5 M€ en 2023).

Les charges de gestion courante ont évolué comme suit :

Compte	Libellé	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
6531	Indemnités	260 824,82	-4,1177	250 084,90	85,2284	463 228,29	-3,17%	448 549,93	3,02%	462 079,86
6532	Frais de mission	0,00	0	0,00	0	1 001,29	5,86%	1 060,00	-100,00%	
6533	Cotisations de retraite	15 658,20	-17,3648	12 939,18	68,0162	21 739,92	1,52%	22 069,59	1,13%	22 318,97
6535	Formation	0,00	0	0,00	0	0,00		2 697,81		8 600,00
6558	Autres contributions obligatoires							1 500 000,00		
65738	Autres organismes publics	8 997 097,50	-17,6623	7 408 000,00	-89,8083	755 000,00	166,62%	2 013 000,00	-33,91%	1 330 431,03
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et	819 929,93	32,9614	1 090 190,50	-4,3411	1 042 864,00	53,99%	1 605 908,53	-10,53%	1 436 764,40
657341	Communes membres					15 000,00		267 263,87		222 000,00
	Aides	680,40		735 001,33		0,34		90 405,33		
	Autres	0,00		0,00		79 107,61	189,52%	229 033,82	300,76%	917 872,03
Total chapitre		10 094 190,85	- 5,92	9 496 215,91	- 74,96	2 377 941,45	159,89%	6 179 988,88	-28,80%	4 400 066,29

Le chapitre est globalement en repli sur la période puisqu'il passe de 10 M€ en 2 019 à 4,4 M€ en 2 023. Le niveau élevé de début de période résulte des subventions versées aux organismes publics en particulier à la RCT pour respectivement 7 M€ en 2 019 et 3,5 M€ en 2 020 ; A compter de 2 021, la SEMOP est rémunérée au chapitre des charges à caractère général pour 8 M€ ;

Les subventions aux organismes publics recouvrent également les dotations versées au Port et à l'OTCL. Il convient de noter la forte croissance des subventions aux associations et aux entreprises qui passent de 819 K€ en 2 019 à 3,1 M€ en 2 022 (dont 1,5 M€ aux entreprises) et qui se replie en 2023 à 1,4 M€ (dont 902 K€ pour les entreprises).

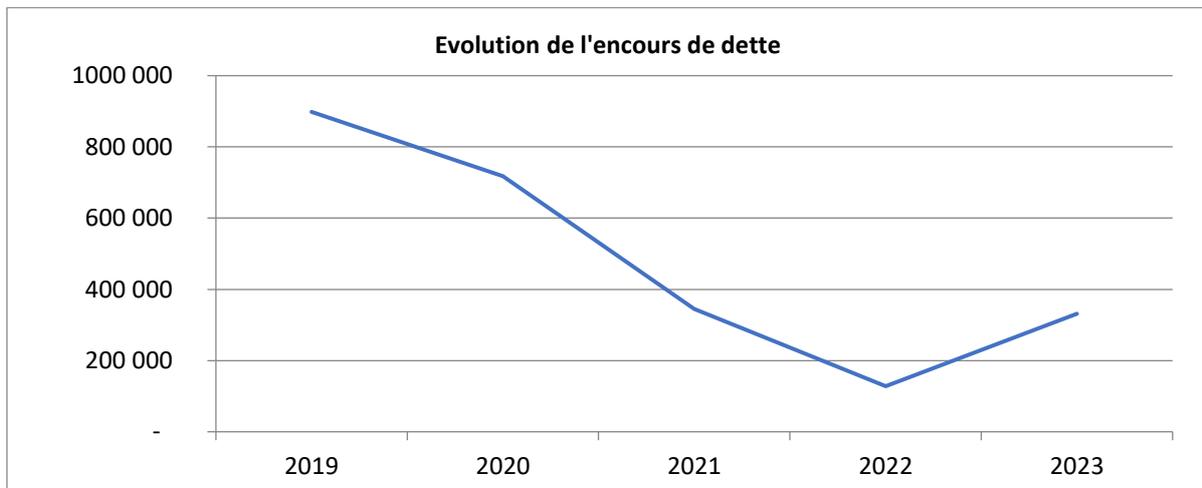
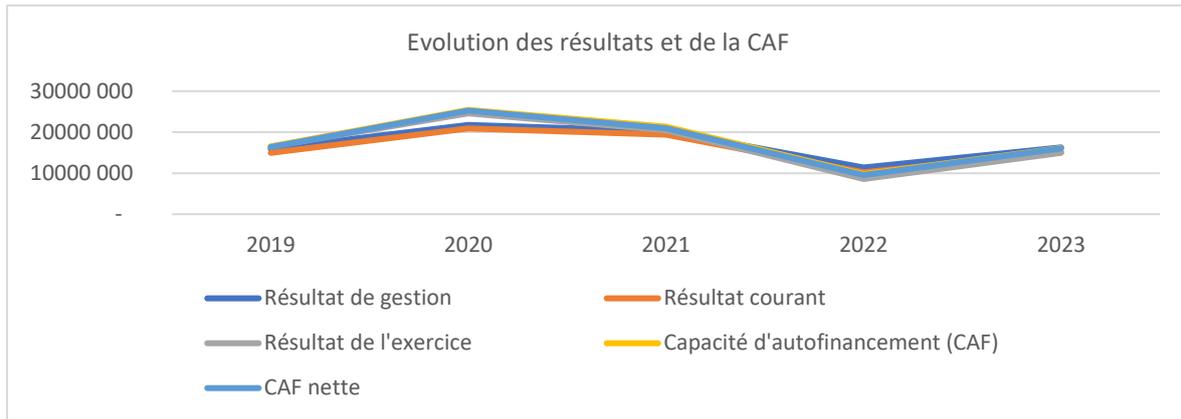
Compte tenu de l'évolution des recettes et des dépenses, le résultat de gestion progresse de manière importante entre 2 019 et 2 020, passant de 16 M€ à + 22 M€ (+36%), puis se replie fortement jusqu'en 2022 (20 M€ en 2021 ; 11 M€ en 2 022) pour se redresser en 2 023 à 16 M€, conséquence de l'évolution favorable des recettes. Cependant, en 2 023 il n'est simplement que revenu à son niveau de 2 019.

Après dotations aux amortissements, le résultat courant suit la même tendance culminant à 21 M€ en 2 021 pour se monter à 15 M€ en 2 022.

En raison du faible endettement du budget principal, le résultat financier est anecdotique (31K€ en 2019 ; 6,1 K€ en 2 023).

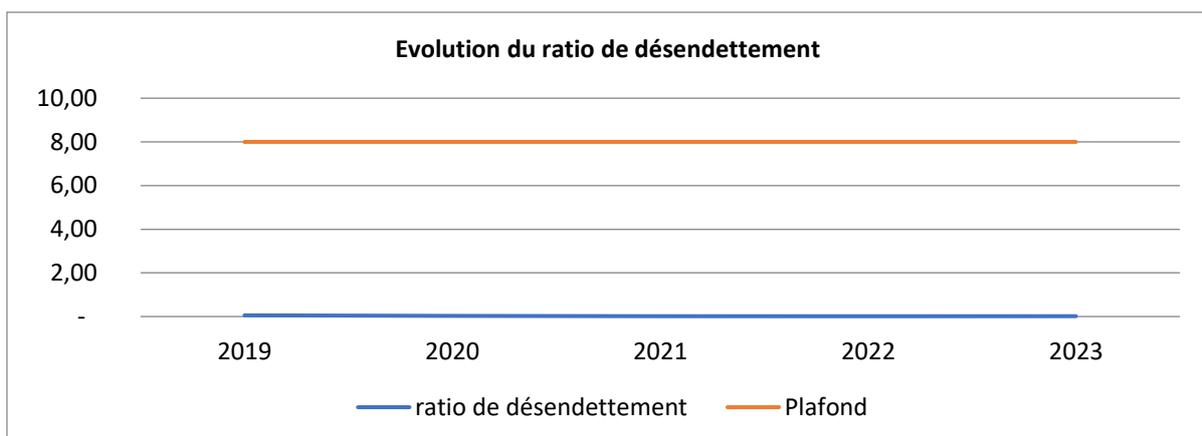
Le résultat exceptionnel ressort à 1,6 M€ en 2 019, 3,7 M€ en 2 020 et 1,1 M€ en 2 021, conséquences de l'annulation de titres émis à tort et de la régularisation de recettes sur les exercices antérieurs. Les régularisations de charges en 2 022 le font baisser à -1,6 M€.

Aussi, la capacité d'autofinancement augmente de manière importante passant de 16,5 M€ en 2 019 à 21,3 M€ en 2 021 et revient à son niveau de 2019 en 2023 à 16 M€. **Cependant en 2023, elle ne représente que 20% des recettes nettes contre 29% en 2019.**

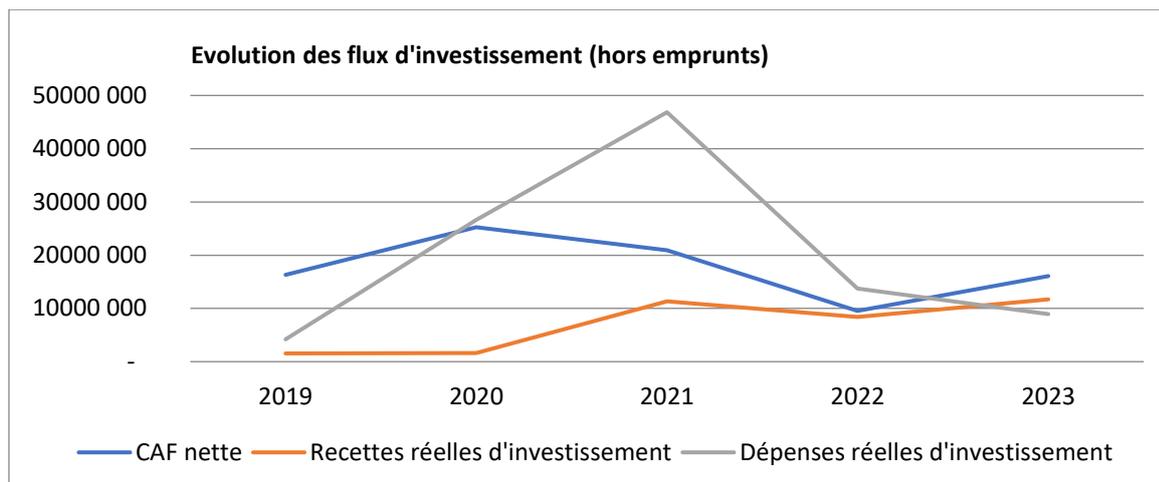


En années, le ratio de désendettement évolue comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023
ratio de désendettement	0,05	0,03	0,02	0,01	0,02
Plafond	8	8	8	8	8



Sur la période, la CACL a réalisé 100,4 M€ d'investissement, financés par 35 M€ de subventions, dotations et participations (soit un taux de cofinancement de 34,50 %), les subventions relatives au TSCP n'ayant été que partiellement encaissées.



Cependant le programme d'investissement d'un montant de 4 M€ en 2 019 a été dynamisé en 2 020 (26,6 M€) et 2 021 (46 M€) par la réalisation du TCSP. Il baisse à 8,9 M€ en 2 023.

Le solde de financement déficitaire de – 65,7 M€ sur la période, est largement couvert par la CAF nette cumulée de 88 M€ et génère des ressources de financement de 22,4 M€ qui viennent abonder fortement le fonds de roulement qui passe ainsi de 22,4 M€ début 2 019 à 51,2 M€ fin 2 023.

La trésorerie disponible ressort comme suit :

Postes	2019	%	2020	%	2021	%	2 022	%	2 023
Eléments d'actif	51 050 319,50	8,56%	55 421 077,83	-23,16%	42 584 673,38	6,87%	45 508 628,95	53,71%	69 949 121,65
Eléments de passif	340 126,79	0,00%	340 126,79	0,00%	340 126,79	0,00%	340 126,79	0,00%	340 126,79
Solde net de trésorerie	50 710 192,71	8,62%	55 080 951,04	-23,30%	42 244 546,59	6,92%	45 168 502,16	54,11%	69 608 994,86
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 233 736,09	-99,78%	4 900,00	-100,00%	0,00		81 365,86	3447,17%	2 886 188,72
Dettes fiscales et sociales	75 178,28	-91,29%	6 548,78	-100,00%	0,00				
Dettes sur immobilisations	399 100,85	-98,06%	7 725,60	0,00%	7 725,51	467,60%	43 850,00	1250,94%	592 387,21
Dettes envers les budgets annexes	10 185 687,22	24,23%	12 653 459,02	53,79%	19 460 117,89	2,75%	19 994 463,33	-20,84%	15 827 854,51
Retenues de garanties	193 728,02	17,23%	227 113,54	5,07%	238 620,84	-44,63%	132 120,33	4,12%	137 557,43
Total dette à court terme	13 087 430,46	-1,43%	12 899 746,94	52,77%	19 706 464,24	2,77%	20 251 799,52	-3,99%	19 443 987,87
Trésorerie disponible	37 622 762,25	12,12%	42 181 204,10	-46,57%	22 538 082,35	10,55%	24 916 702,64	101,33%	50 165 006,99

Le solde net de trésorerie est très élevé et passe de 50 M€ en 2 019 à 70 M€ en 2 023 ; Les baisses en 2 021 et 2022 résultent principalement du paiement de dépenses sur le TCSP.

Cependant, la trésorerie contient entre 10 M€ (2019) et 16 M€ (2 023 ; 19 M€ en 2021 et 2022) de ressources appartenant aux budgets annexes et principalement au budget AEP, ce qui conduit à une trésorerie propre au budget principal de 50,2 M€ en 2 023 contre 37,6 M€ en 2 019.

En définitive sur la période 2 019-2 020, par une augmentation de ses recettes supérieures à celle de ses dépenses, la CACL a considérablement amélioré sa situation financière (CAF...), et a bénéficié, de surcroît, d'un fonds de roulement important qui lui permet de conduire un programme d'investissement ambitieux tout en se désendettant. Sa trésorerie abondante lui permet de préfinancer ses projets tant au niveau du budget principal que des budgets annexes.

Cependant, à compter de 2 021, les charges augmentent plus vite que les produits initiant un important effet de ciseaux qui s'est estompé en 2023 (+8,90% d'augmentation des recettes contre +2,44% de croissance des dépenses).

Cependant, les incertitudes qui pèsent sur l'évolution des ressources des collectivités dans le contexte budgétaire contraint de l'Etat fonderaient la nécessité de mettre en place un plan de réduction drastique des charges (réduction des charges de personnel, optimisation du périmètre des missions...), d'autant que le programme d'investissement mené devrait induire des charges de fonctionnement qui viendront obérer fortement la CAF.

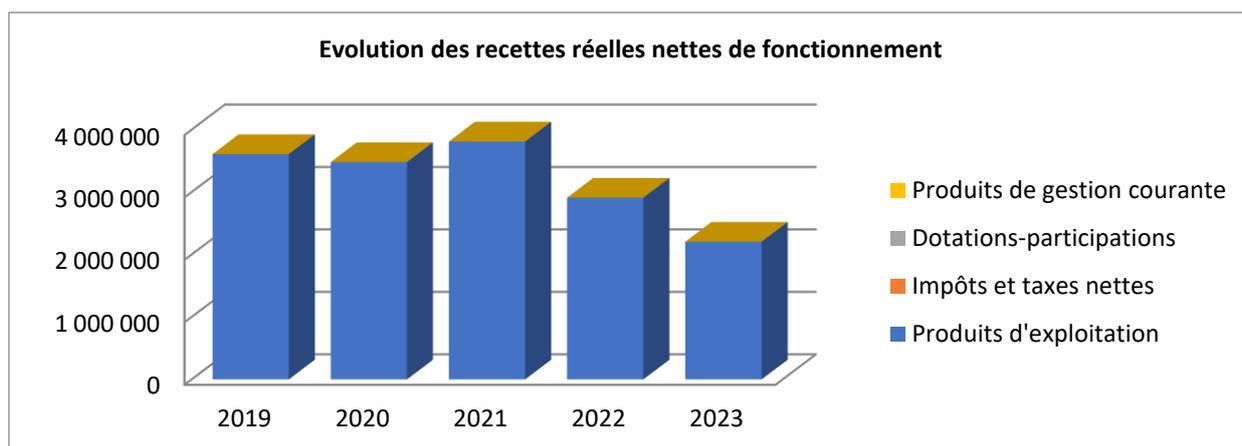
A) Le budget d'eau potable

La synthèse des éléments financiers sur la période ressort ainsi :

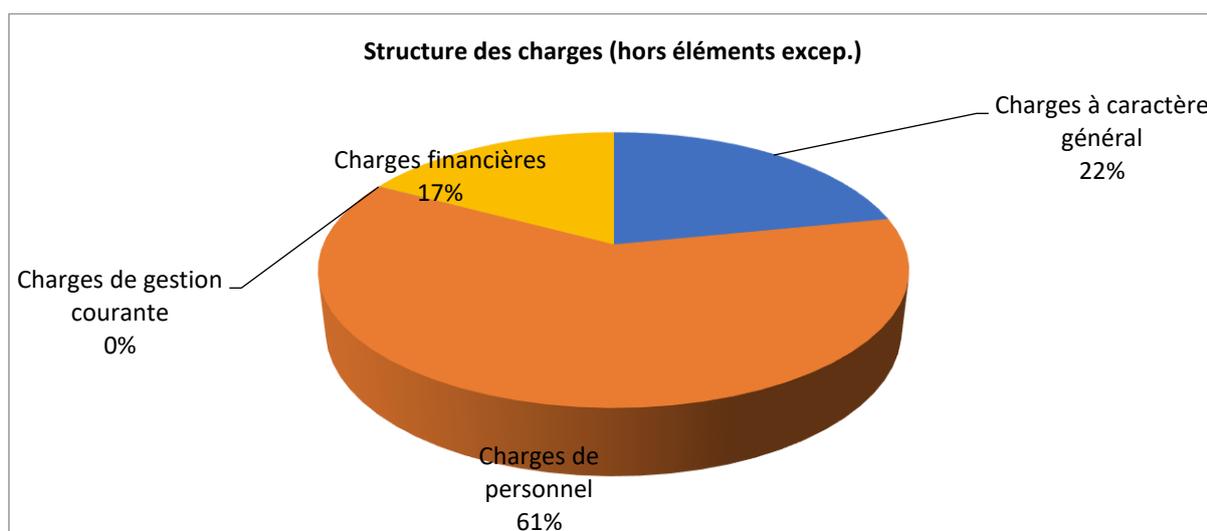
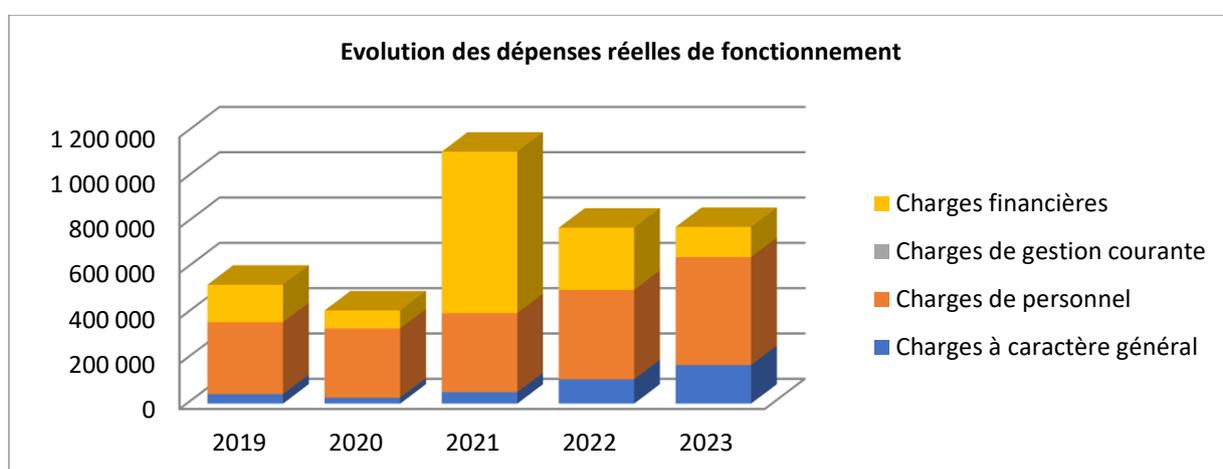
Synthèse des SIG et de la variation de FR									
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Recettes réelles nettes de fonctionnement	3 608 427	-3,55%	3 480 421	9,46%	3 809 723	-23,59%	2 910 855	-24,22%	2 205 736
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	355 806	-6,86%	331 412	20,43%	399 116	25,76%	501 936	28,76%	646 306
<i>Dont charges de personnel</i>	317 666	-3,85%	305 431	14,21%	348 829	13,13%	394 645	20,59%	475 919
Résultat de gestion	3 252 622	-3,19%	3 149 009	8,31%	3 410 607	-29,37%	2 408 919	-35,26%	1 559 431
Résultat courant	1 754 725	-13,98%	1 509 352	-21,24%	1 188 703	-73,63%	313 452	-163,14%	- 197 927
Résultat financier	- 165 551	-51,76%	- 79 869	792,72%	- 713 008	-61,52%	- 274 351	-51,39%	- 133 351
Résultat exceptionnel	1 784 948	-50,83%	877 744	-30,34%	611 459	114,13%	1 309 331	-46,00%	707 003
Résultat de l'exercice	3 374 121	-31,62%	2 307 227	-52,88%	1 087 154	24,03%	1 348 433	-72,14%	375 725
Capacité d'autofinancement (CAF)	3 370 743	-6,34%	3 157 140	-14,44%	2 701 214	-0,85%	2 678 188	-46,79%	1 424 974
Remb. Emprunt	309 418	-49,06%	157 616	997,81%	1 730 321	-55,72%	766 180	-52,63%	362 956
CAF nette	3 061 325	-2,02%	2 999 524	-67,63%	970 892	96,93%	1 912 008	-44,46%	1 062 018
Recettes réelles d'investissement	233 998	-12,69%	204 306	1696,41%	3 670 161	-69,24%	1 128 979	24,32%	1 403 543
Dépenses réelles d'investissement	3 517 526	40,36%	4 937 198	-54,48%	2 247 578	22,92%	2 762 722	-1,33%	2 726 088
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	- 222 203	680,08%	- 1 733 368	-238,08%	2 393 476	-88,37%	278 266	-193,63%	- 260 527
Emprunts mobilisés	-	0,00%	-	0,00%	500 000	-100,00%	-	0,00%	-
Variation du fonds de roulement	- 222 203	680,08%	- 1 733 368	-266,93%	2 893 476	-90,38%	278 266	-193,63%	- 260 527
Fonds de roulement final	17 020 989	-10,18%	15 287 623	18,93%	18 181 098	1,53%	18 459 364	-1,41%	18 198 838
ratio de désendettement	5,11	5,79%	5,41	8,45%	5,86	-4,02%	5,63	83,42%	10,32
Encours de dette	17 223 917	-0,92%	17 066 301	-7,21%	15 835 980	-4,84%	15 069 800	-2,41%	14 706 843
Taux d'épargne brute (hors éléments exceptionnels)	93,41%	-2,89%	90,71%	-21,84%	70,90%	29,76%	92,01%	-29,78%	64,60%
<i>Atténuation de charges de personnel</i>	3 578		-		-		-		-
<i>Charges de personnel nettes</i>	314 088		305 431		348 829		394 645		475 919
<i>Charges de pers. / dépenses réelles fct (en %)</i>	89,28%		92,16%		87,40%		78,62%		73,64%
<i>Charges de pers. Nettes / dépenses réelles fct (en %)</i>	88,28%		92,16%		87,40%		78,62%		73,64%
Recettes investissement / dépenses investissement	6,65%		4,14%		163,29%		40,86%		51,49%
Total dépenses investissement	16 191 112								
Total recettes investissement	6 640 988								
Taux de couverture	41,02%								
Solde	- 9 550 124								
Cumul CAF nette	10 005 767								
Reste à financer	455 643								
Mobilisation d'emprunts	500 000								
Variation du fonds de roulement	955 643								

Sur la période, les recettes de fonctionnement sont constituées de la surtaxe eau et sont en repli constant (3,6 M€ en 2 019 ; 2,2 M€ en 2 023), le fermier expliquant cette situation par :

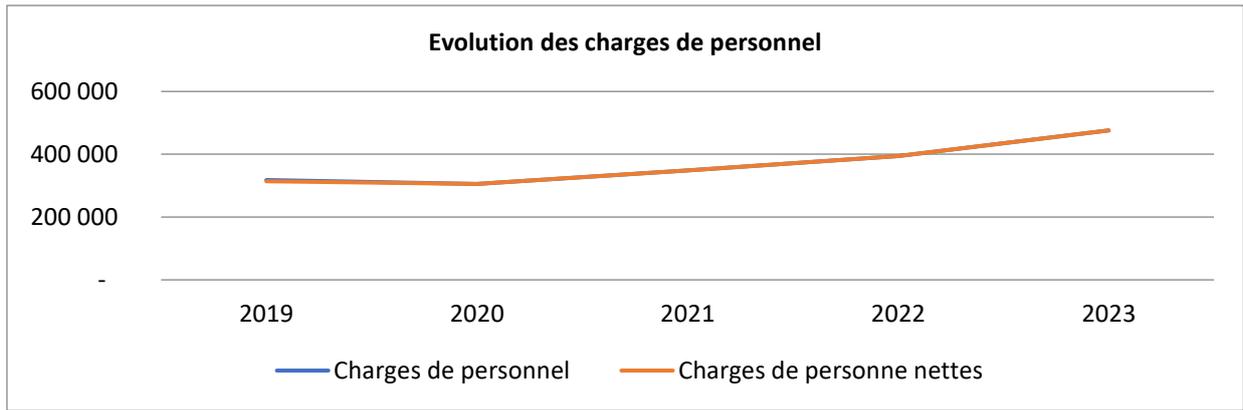
- d'une part une baisse des consommations,
- et d'autre part par le reversement au budget, des recettes collectées nettes des impayés.



Le réseau étant affermé, les dépenses (hors charges financières) sont faibles (356 K€ en 2 019 – 646 K€ en 2 023) après avoir fluctué à moins de 400 K€ entre 2019 et 2021.

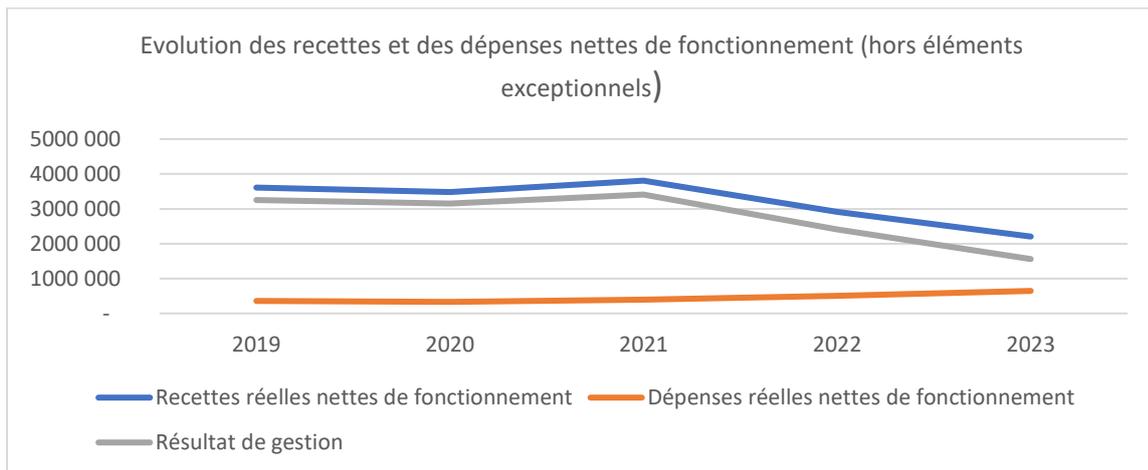


Les charges de personnel constituent 61% des dépenses courantes de fonctionnement et ressortent à 646 K€ en 2 022 (356 K€ en 2 019) compte tenu du renforcement du service pour mener à bien la PPI.



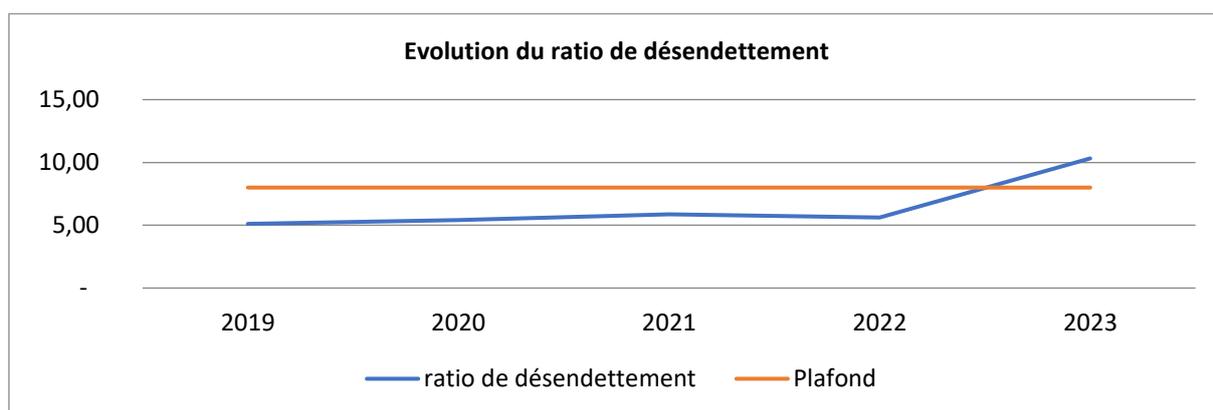
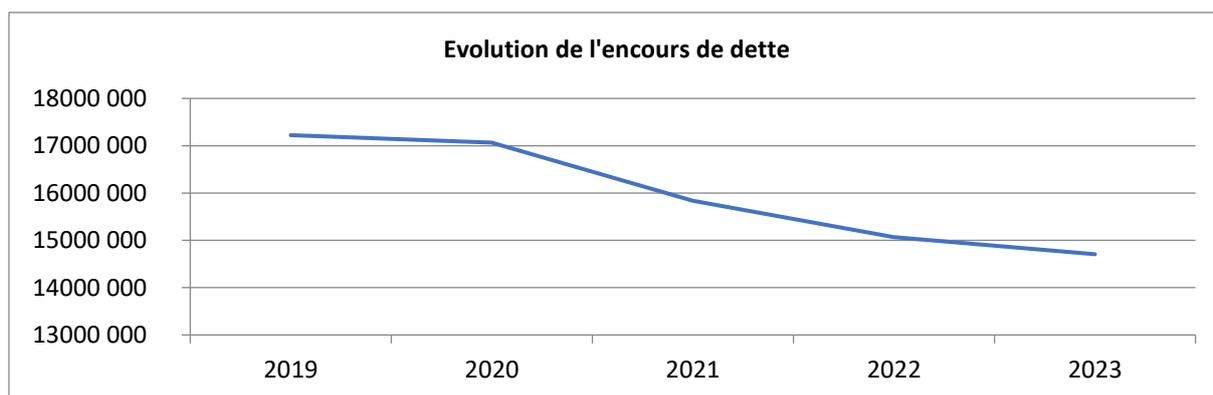
La forte hausse des charges financières en 2 021 résulte de régularisations d'échéances des exercices 2 019 et 2 020.

Compte tenu de l'évolution des charges et des produits, la CAF est en net repli depuis 2 019 et passe de 3,4 M€ en 2 019 à 1,4 M€ en 2 023.



Compte tenu du niveau de la CAF et de la faible mobilisation d'emprunts, le ratio de désendettement en années, est demeuré excellent jusqu'en 2 022 et s'est fortement dégradé en 2023 puisqu'il évolue ainsi :

	2019	2020	2021	2022	2023
ratio de désendettement	5,11	5,41	5,86	5,63	10,32
Plafond	8	8	8	8	8



Sur la période et en dépit du renforcement des effectifs, 16,2 M€ d'investissement ont été réalisés financés par 6,6 M€ de cofinancements induisant un taux de couverture des dépenses par des recettes externes non remboursables de 41,02 %.

Le programme d'investissement est peu dynamique à compter de 2 021 (2,7 M€ /an).

Le solde d'investissement de la période, déficitaire de -9,6 M€ est couvert par la CAF nette cumulée de 10 M€ ; Cependant, un emprunt de 500 K€ a été mobilisé en 2 021, induisant en définitive, une variation favorable du fonds de roulement qui de 17 M€ début 2 019 ressort fin 2 023, à 18 M€.

En définitive le budget d'eau potable affiche des recettes en forte baisse qui, au regard des faibles dépenses, génèrent des CAF positives ; Cependant, compte tenu des emprunts déjà souscrits, l'évolution défavorable de la CAF conduit à une impossibilité tendancielle à emprunter qui pourrait conduire, si une dynamique forte clientèle/volume n'est pas soutenue, à ne faire financer la future PPI que sur le fonds de roulement actuellement généreux et les cofinancements.

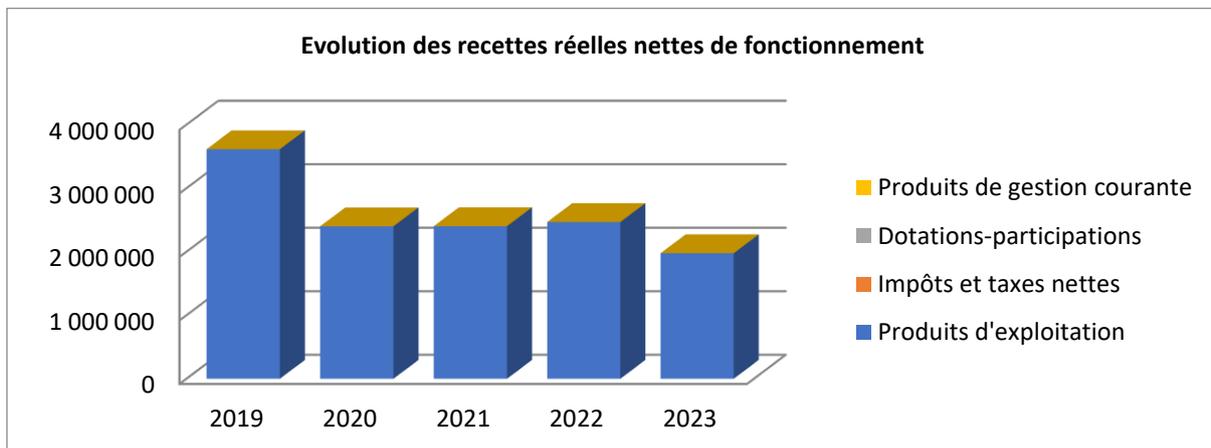
b) Le budget d'assainissement collectif

La synthèse des éléments financiers sur la période ressort ainsi :

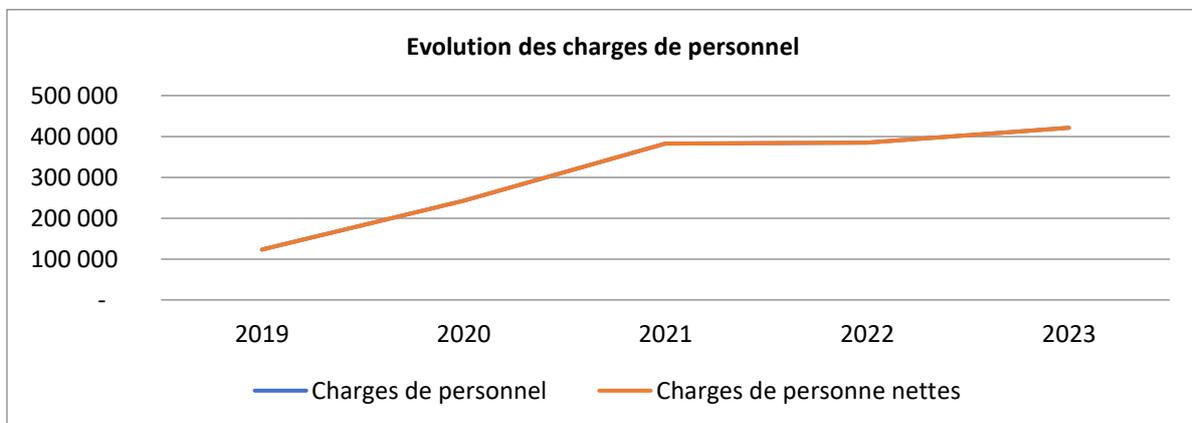
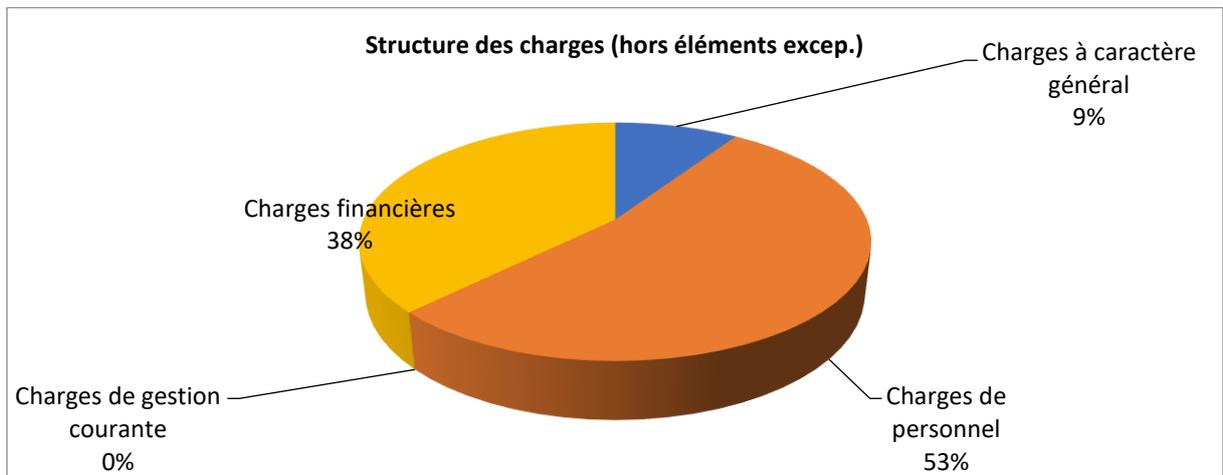
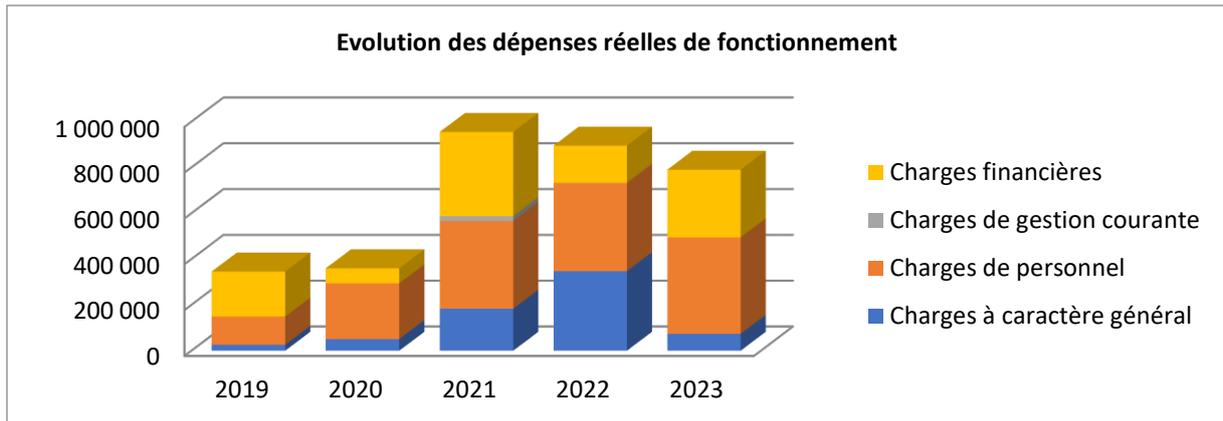
Synthèse des SIG et de la variation de FR									
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Recettes réelles nettes de fonctionnement	3 613 956	-33,57%	2 400 714	0,08%	2 402 605	2,74%	2 468 453	-19,92%	1 976 642
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	149 105	97,04%	293 796	99,86%	587 179	24,75%	732 502	-32,46%	494 742
<i>Dont charges de personnel</i>	123 241	97,23%	243 068	57,43%	382 674	0,66%	385 209	9,34%	421 179
Résultat de gestion	3 464 851	-39,19%	2 106 918	-13,84%	1 815 426	-4,38%	1 735 951	-14,63%	1 481 900
Résultat courant	3 464 851	-93,00%	242 694	-581,09%	- 1 167 578	-160,52%	706 646	-35,98%	452 385
Résultat financier	- 196 315	-66,51%	- 65 753	459,34%	- 367 788	-55,78%	- 162 619	81,68%	- 295 442
Résultat exceptionnel	- 153 745	-694,54%	914 083	3,51%	946 131	-48,84%	484 077	-4,96%	460 076
Résultat de l'exercice	3 114 791	-64,97%	1 091 023	-154,01%	- 589 234	-274,48%	1 028 104	-39,98%	617 020
Capacité d'autofinancement (CAF)	3 113 595	-34,44%	2 041 165	-29,12%	1 446 838	7,71%	1 558 365	-26,37%	1 147 491
Remb. Emprunt	457 722	-64,17%	164 008	492,59%	971 902	-46,22%	522 719	5,69%	552 438
CAF nette	2 655 873	-29,32%	1 877 157	-74,70%	474 937	118,06%	1 035 646	-42,54%	595 053
Recettes réelles d'investissement	1 392 273	300,47%	5 575 578	-6,16%	5 231 983	-61,70%	2 004 104	-29,85%	1 405 955
Dépenses réelles d'investissement	6 530 607	-54,70%	2 958 078	0,66%	2 977 463	-0,52%	2 961 996	266,19%	10 846 422
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	- 2 482 460	-281,06%	4 494 656	-39,27%	2 729 456	-97,15%	77 753	-11476,30%	- 8 845 415
Emprunts mobilisés	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	2 199 695
Variation du fonds de roulement	- 2 482 460	-281,06%	4 494 656	-39,27%	2 729 456	-97,15%	77 753	-8647,22%	- 6 645 720
Fonds de roulement final	- 3 916 144	-114,77%	578 513	471,81%	3 307 969	2,35%	3 385 722	-196,29%	- 3 259 998
ratio de désendettement	3,91	50,48%	5,88	29,65%	7,62	-11,56%	6,74	57,11%	10,59
Encours de dette	12 159 100	-1,35%	11 995 092	-8,10%	11 023 190	-4,74%	10 500 471	15,69%	12 147 728
Taux d'épargne brute (hors éléments exceptionnels)	86,15%	-1,31%	85,02%	-29,17%	60,22%	4,84%	63,13%	-8,04%	58,05%
<i>Atténuation de charges de personnel</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Charges de personnel nettes</i>	123 241		243 068		382 674		385 209		421 179
<i>Charges de pers. / dépenses réelles fct (en %)</i>	82,65%		82,73%		65,17%		52,59%		85,13%
<i>Charges de pers. Nettes / dépenses réelles fct (en %)</i>	82,65%		82,73%		65,17%		52,59%		85,13%
<i>Recettes investissement / dépenses investissement</i>	21,32%		188,49%		175,72%		67,66%		12,96%
Total dépenses investissement	26 274 567								
Total recettes investissement	15 609 892								10042748,6
Taux de couverture	59,41%								- 2 104 979
Solde	- 10 664 675								
Cumul CAF nette	6 638 665								
Reste à financer	- 4 026 010								
Mobilisation d'emprunts	2 199 695								
Variation du fonds de roulement	- 1 826 315								

De manière analogue aux recettes d'eau potable, les recettes réelles nettes de fonctionnement ont fortement baissé, passant de 3,6 M€ en 2019 à 1,97 M€ en 2023, après avoir stagnées en 2 021 et 2 022 à 2,4 M€.

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Redevances assainissement	2 920 392,28	-20,43%	2 323 740,49	-5,00%	2 207 604,05	1,42%	2 239 024,99	-18,01%	1 835 871,00
Participation à l'assainissement collectif	642 682,20	-88,02%	76 972,93	153,33%	194 998,18	17,66%	229 426,86	-38,64%	140 769,90
Prestations		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%	
Total	3 563 074,48	-32,62%	2 400 713,42	0,08%	2 402 602,23	2,74%	2 468 451,85	-19,92%	1 976 640,90

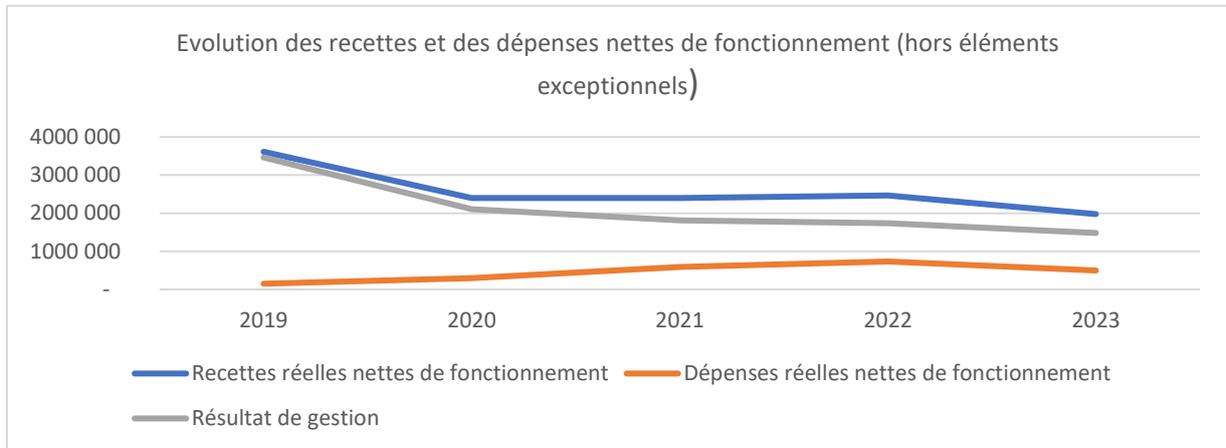
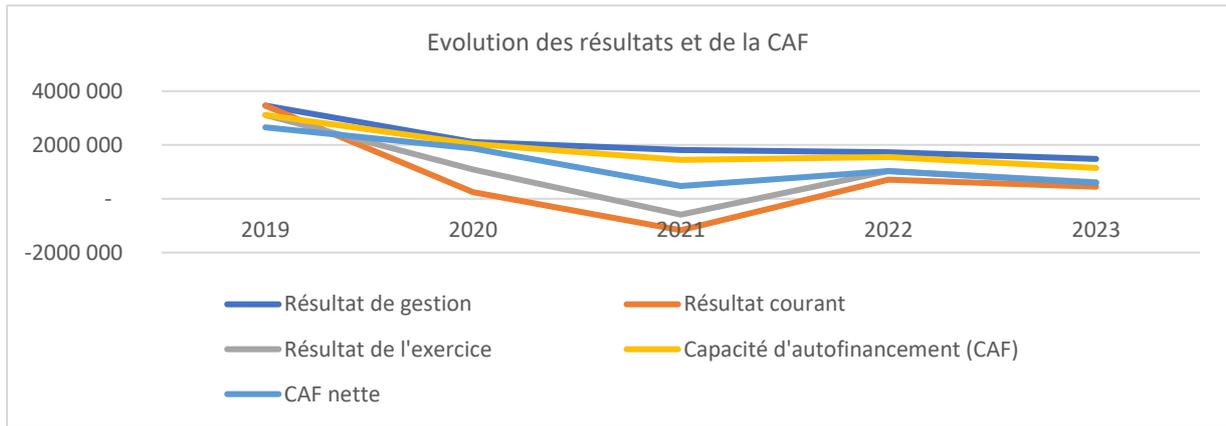


Dans le même temps, les dépenses de fonctionnement hors charges financières sont faibles et principalement composées de charges de personnel (123 K€ en 2 019 ; 421 K€ en 2 023) ; Elles sont passées de 149 K€ en 2 019 à 494 K€ en 2023 après avoir augmenté à 587 K€ en 2021 et 732 K€ en 2022 en raison de charges de sous-traitance.



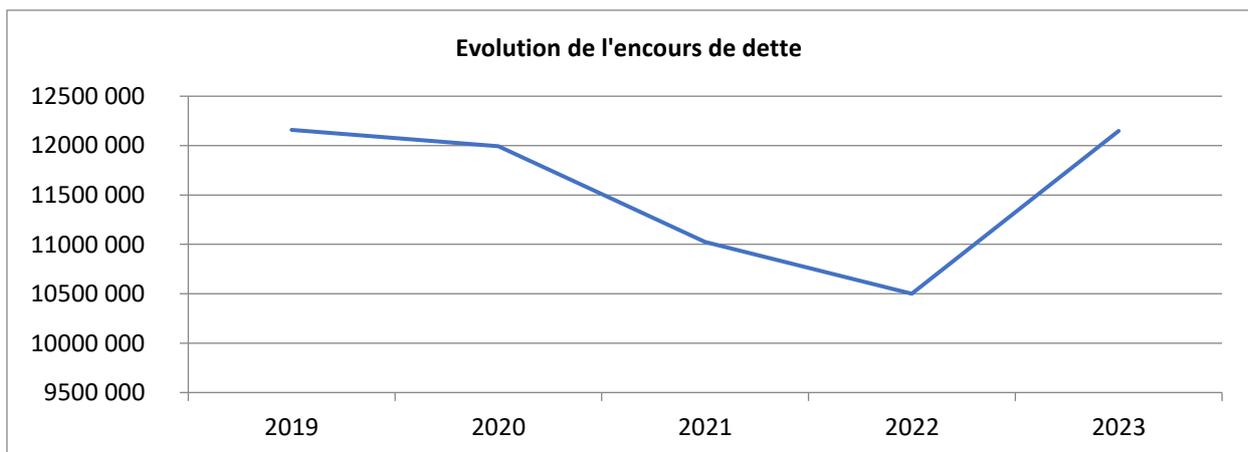
Le niveau élevé des charges financières en 2021 résulte de la régularisation de frais sur les exercices antérieurs.

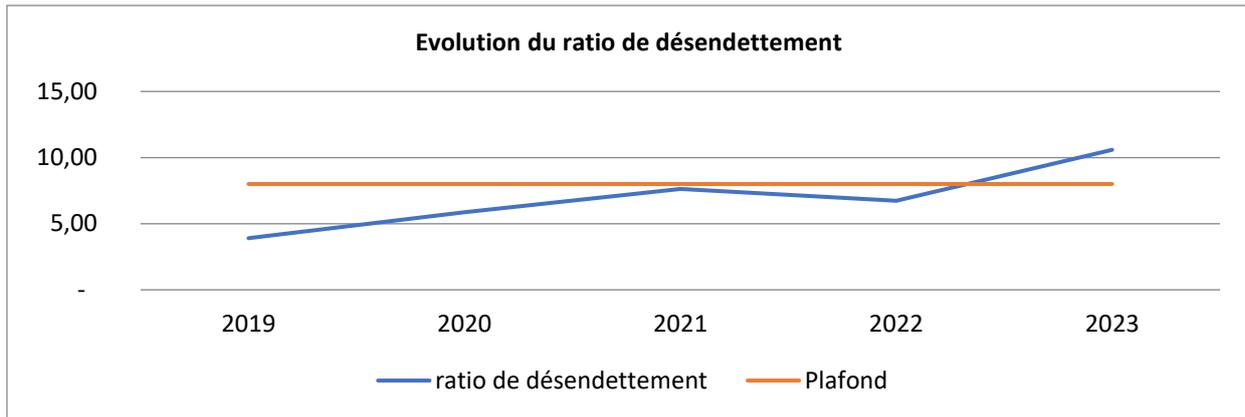
Compte tenu de l'évolution des recettes et des dépenses, la CAF se replie régulièrement passant de 3,1 M€ en 2019 à 1,1 M€ en 2023.



En conséquence, le ratio de désendettement en années, se détériore puisqu'il se présente ainsi :

	2019	2020	2021	2022	2023
ratio de désendettement	3,91	5,88	7,62	6,74	10,59
Plafond	8	8	8	8	8





Sur la période, 26 M€ d'investissement ont été réalisés financés par 16 M€ de cofinancements induisant un taux de couverture des dépenses par des recettes externes non remboursables de 59,41 %.

Le programme d'investissement annuel s'est fortement replié passant de 6,5 M€ en 2019 à moins de 3 M€ depuis 2020. Il a néanmoins été fortement dynamisé en 2023 à 10,8 M€.

Le solde d'investissement de la période, déficitaire de -10,7 M€ a été partiellement couvert par la CAF nette cumulée de 6,6 M€ conduisant à un besoin de financement cumulé de 4 M€, financé partiellement par la mobilisation d'un emprunt de 2,2 M€. En définitive, le programme d'investissement et son financement se sont traduits par une consommation du fonds de roulement de -1,8 M€. Le fonds de roulement qui était déficitaire de -1,4 M€ en 2019 se détériore à -3,3 M€ fin 2023 traduisant la nécessité d'optimiser la mobilisation des co-financements.

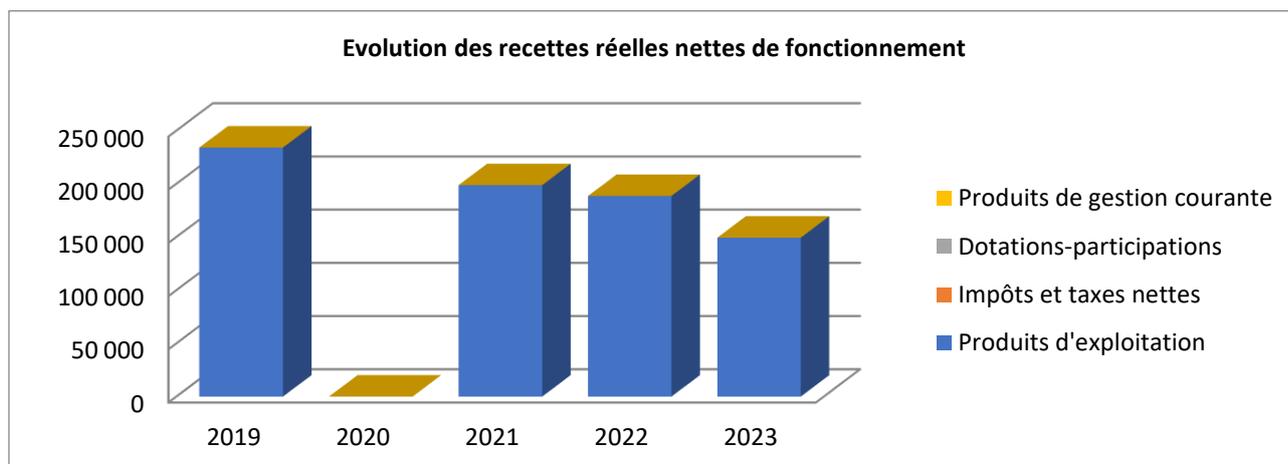
En définitive, de manière analogue à l'eau potable, la situation financière de ce budget se dégrade rendant nécessaire une évolution des produits d'exploitation, faute de quoi, il pourrait être dans l'incapacité de mobiliser les emprunts nécessaires à la poursuite de la PPI.

c) Le service public d'assainissement non collectif

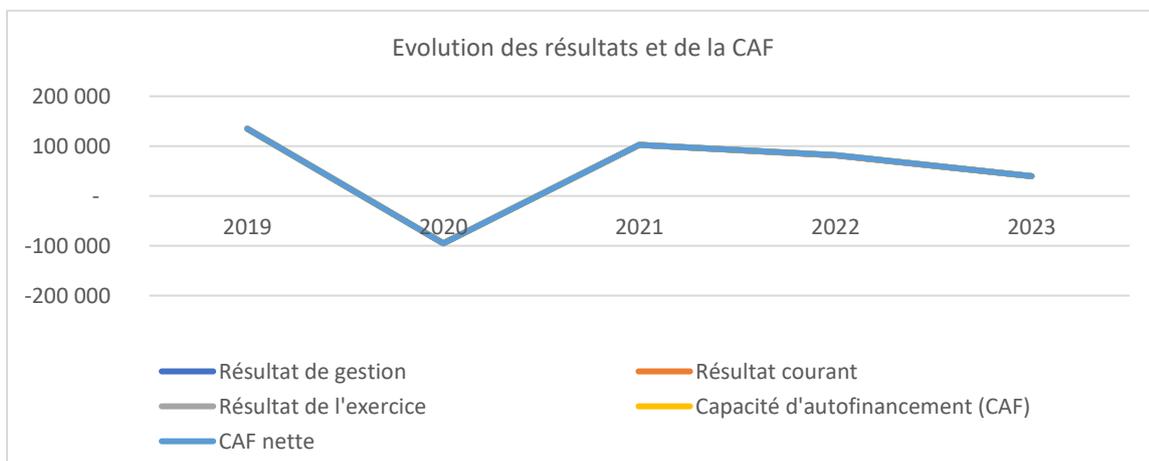
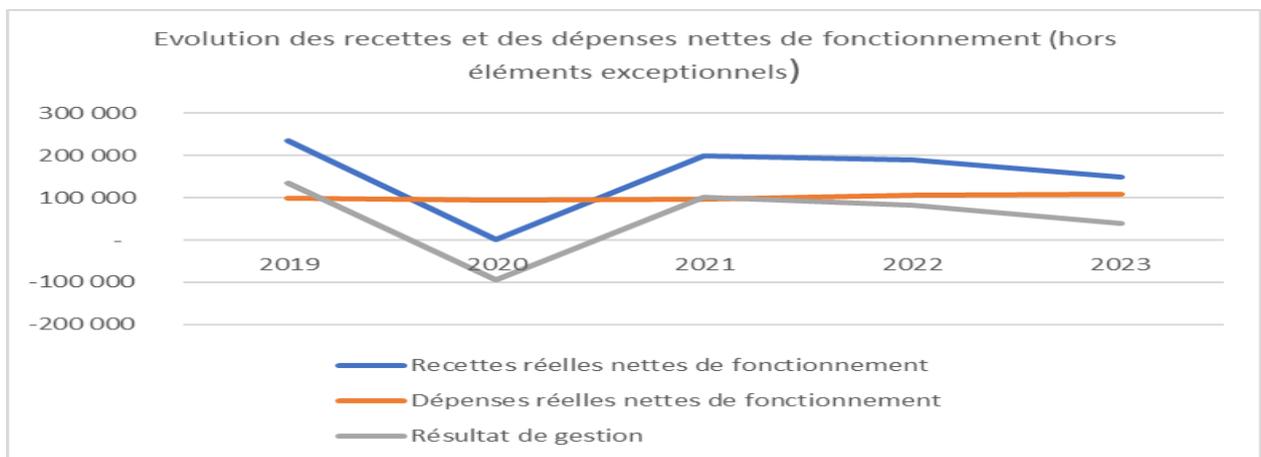
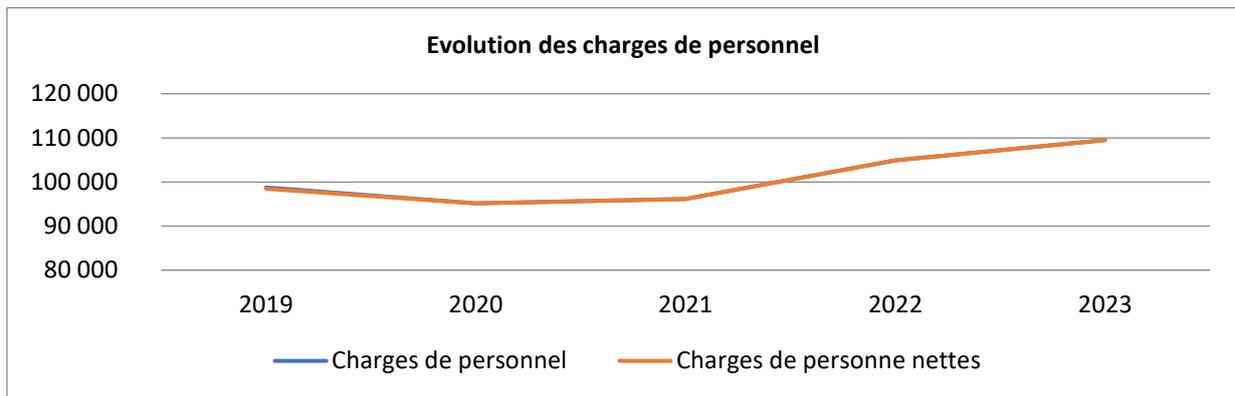
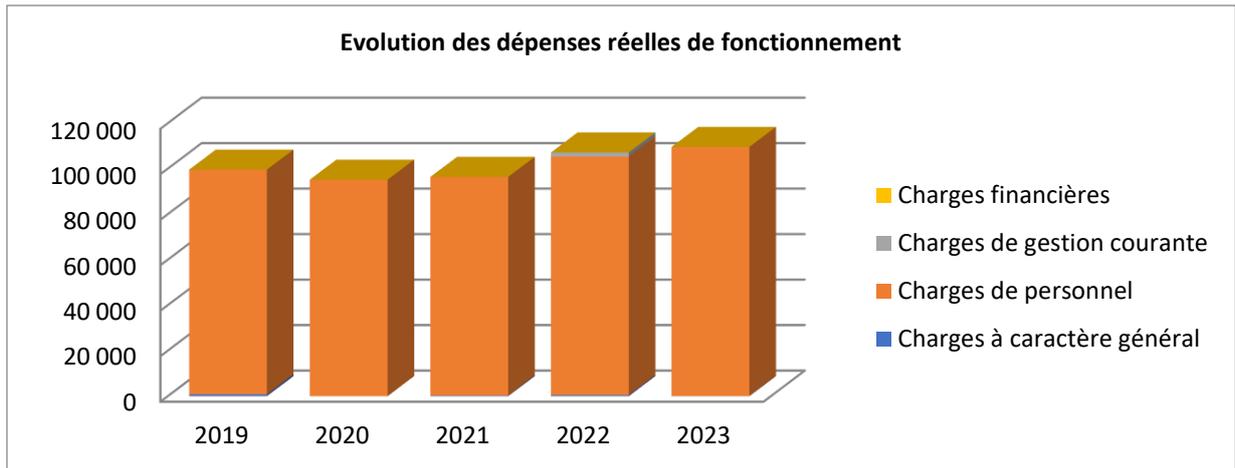
La synthèse des éléments financiers sur la période ressort ainsi :

Synthèse des SIG et de la variation de FR									
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Recettes réelles nettes de fonctionnement	234 096	-100,00%	1	NS	198 748	-5,11%	188 601	-20,79%	149 391
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	99 268	-4,15%	95 150	1,30%	96 383	11,15%	107 130	2,27%	109 565
<i>Dont charges de personnel</i>	98 786	-3,68%	95 148	1,03%	96 131	9,10%	104 878	4,40%	109 495
Résultat de gestion	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-20,41%	81 471	-51,12%	39 826
Résultat courant	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-20,41%	81 471	-51,12%	39 826
Résultat financier	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-
Résultat exceptionnel	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	555	-100,00%	-
Résultat de l'exercice	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-19,87%	82 026	-51,45%	39 826
Capacité d'autofinancement (CAF)	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-19,87%	82 026	-51,45%	39 826
Remb. Emprunt	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-
CAF nette	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-19,87%	82 026	-51,45%	39 826
Recettes réelles d'investissement	-	#DIV/0!	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-
Dépenses réelles d'investissement	-	#DIV/0!	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	0,00%	-
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-19,87%	82 026	-51,45%	39 826
Emprunts mobilisés	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-
Variation du fonds de roulement	134 828	-170,57%	95 149	-207,58%	102 366	-19,87%	82 026	-51,45%	39 826
Fonds de roulement final	158 047	-60,20%	62 898	162,75%	165 263	49,63%	247 290	16,11%	287 116
ratio de désendettement	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-
Encours de dette	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-
Taux d'épargne brute (hors éléments exceptionnels)	57,60%			0,00%	51,51%	-15,56%	43,49%	-38,70%	26,66%
<i>Atténuation de charges de personnel</i>	319		-		-		-		-
<i>Charges de personnel nettes</i>	98 467		95 148		96 131		104 878		109 495
<i>Charges de pers. / dépenses réelles fct (en %)</i>	99,51%		100,00%		99,74%		97,90%		99,94%
<i>Charges de pers. Nettes / dépenses réelles fct (en %)</i>	99,19%		100,00%		99,74%		97,90%		99,94%
Recettes investissement / dépenses investissement	0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		#DIV/0!
Total dépenses investissement	-								
Total recettes investissement	-								
Taux de couverture									
Solde	-								
Cumul CAF nette	263 896								
Reste à financer	263 896								
Mobilisation d'emprunts	-								
Variation du fonds de roulement	263 896								

Après avoir atteint 234 K€ en 2 019, les recettes n'ont pas été perçues lors de la crise sanitaire de 2 020 puis n'ont cessé de se dégrader passant de 199 K€ en 2 021 à 149 K€ en 2 023.



Dans le même temps les charges composées à 100% de charges de personnel, ont augmenté, passant de 99 K€ en 2 019 à 109 K€ en 2 023.



Sur ces bases, la CAF se replie de 134 K€ en 2 019 à 39,8 K€ en 2 023.

Le budget qui ne fait apparaître aucun endettement, n'a procédé à aucun investissement, utilisant gratuitement, les moyens du budget général.

Le fonds de roulement qui était de 158 K€ en 2 019 ressort à 287 K€ fin 2 023.

En définitive, il apparait urgent de dynamiser les recettes d'exploitation de ce budget et de lui refacturer ses charges de gestion en sus des charges de personnel.

d) Le port du Larivot

La synthèse des éléments financiers sur la période ressort ainsi :

	Synthèse des SIG et de la variation de FR									
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023	
Recettes réelles nettes de fonctionnement	907 033	-0,84%	899 388	-27,49%	652 189	61,15%	1 051 013	-2,26%	1 027 263	
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	259 977	85,40%	482 009	63,56%	788 396	7,16%	844 834	-11,36%	748 945	
<i>Dont charges de personnel</i>	-	#DIV/0!	224 366	3,05%	231 214	38,21%	319 561	10,83%	354 171	
Résultat de gestion	647 055	-35,50%	417 379	-132,63%	- 136 207	-251,37%	206 178	34,99%	278 319	
Résultat courant	647 055	-35,50%	417 379	-132,63%	- 136 207	-251,37%	206 178	34,99%	278 319	
Résultat financier	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	
Résultat exceptionnel	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	8 045	-100,00%	-	
Résultat de l'exercice	647 055	-35,50%	417 379	-132,63%	- 136 207	-257,28%	214 224	29,92%	278 319	
Capacité d'autofinancement (CAF)	647 055	-35,50%	417 379	-132,63%	- 136 207	-257,28%	214 224	29,92%	278 319	
Remb. Emprunt	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	
CAF nette	647 055	-35,50%	417 379	-132,63%	- 136 207	-257,28%	214 224	29,92%	278 319	
Recettes réelles d'investissement	-	#DIV/0!	-	0,00%	113 759	97,87%	225 097	503,20%	1 357 774	
Dépenses réelles d'investissement	7 050	4078,24%	294 566	7,32%	316 137	-1,91%	310 087	838,50%	2 910 165	
Besoin (-) ou capacité (+) de financement	640 005	-80,81%	122 813	-375,69%	- 338 585	-138,17%	129 233	-1085,87%	- 1 274 072	
Emprunts mobilisés	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	
Variation du fonds de roulement	640 005	-80,81%	122 813	-375,69%	- 338 585	-138,17%	129 233	-1085,87%	- 1 274 072	
Fonds de roulement final	640 005	19,19%	762 819	-44,25%	425 291	30,39%	554 525	-229,76%	- 719 547	
ratio de désendettement	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	
Encours de dette	-	0,00%	-	0,00%	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	
Taux d'épargne brute (hors éléments exceptionnels)	71,34%	-34,95%	46,41%	-145,00%	-20,88%	-197,60%	20,38%	32,92%	27,09%	
<i>Atténuation de charges de personnel</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<i>Charges de personnel nettes</i>	-	-	224 366	-	231 214	-	319 561	-	354 171	
<i>Charges de pers. / dépenses réelles fct (en %)</i>	0,00%	-	46,55%	-	29,33%	-	37,83%	-	47,29%	
<i>Charges de pers. Nettes / dépenses réelles fct (en %)</i>	0,00%	-	46,55%	-	29,33%	-	37,83%	-	47,29%	
Recettes investissement / dépenses investissement	0,00%	-	0,00%	-	35,98%	-	72,59%	-	46,66%	
Total dépenses investissement	3 838 004									
Total recettes investissement	1 696 630									
Taux de couverture	44,21%									
Solde	- 2 141 374									
Cumul CAF nette	1 420 770									
Reste à financer	- 720 604									
Mobilisation d'emprunts	-									
Variation du fonds de roulement	- 720 604									

Les recettes de fonctionnement ont globalement augmenté sur la période, passant de 907 K€ en 2019 à 1 027 K€ en 2023 (+13,26%)

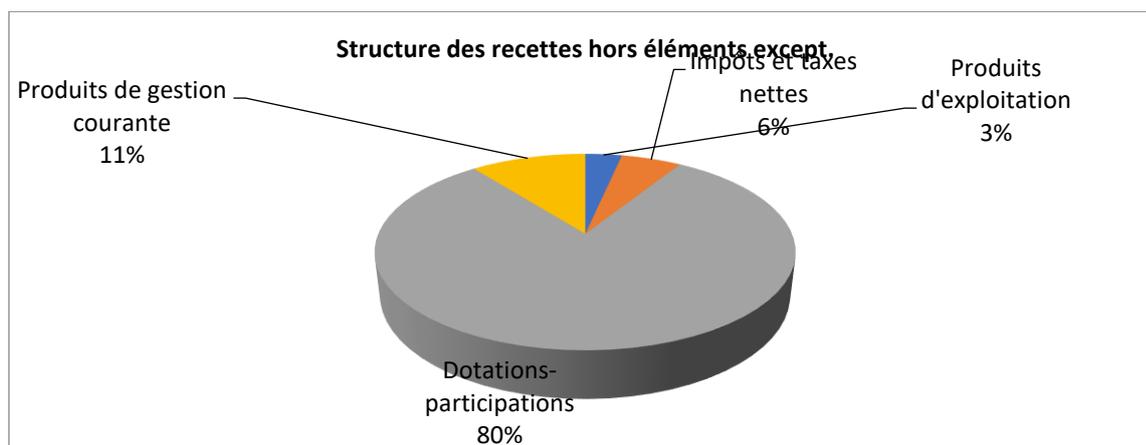
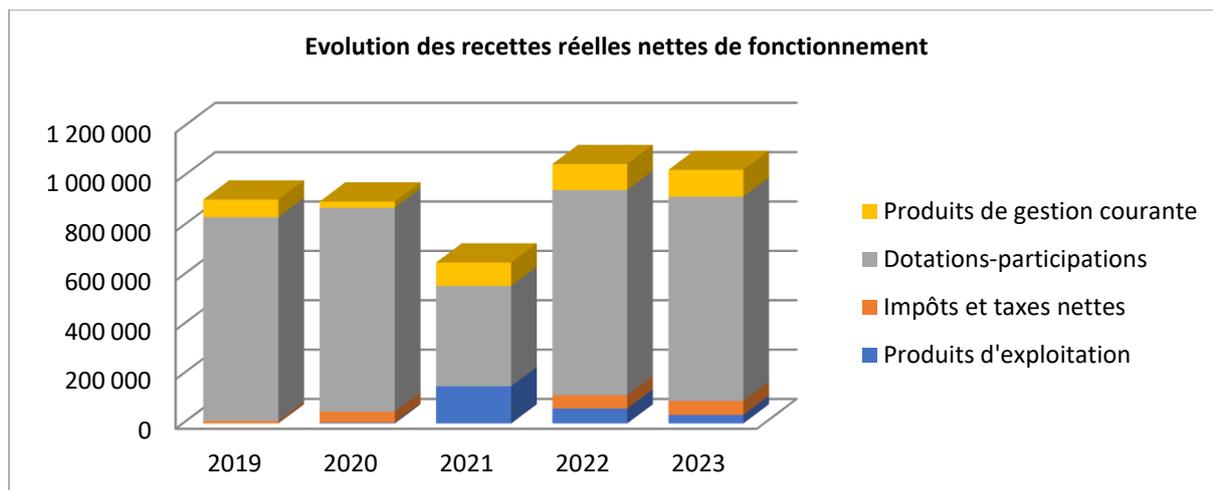
Elles se décomposent ainsi :

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Produits d'exploitation	0	0,00	3 445	4266,12	150 400	-59,84	60 398	-42,78	34 557
Impôts et taxes	10 391	330,40	44 722	-100,00	0	0,00	54 232	4,86	56 868
Dotations - participations	825 000	0,05	825 380	-50,73	406 669	104,37	831 096	-0,47	827 168
Produits de gestion courante	71 642	-63,93	25 842	268,09	95 121	10,69	105 287	3,21	108 670
Atténuation de produits	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
Recettes réelles nettes de fonctionnement	907 033	-0,84	899 388	-27,49	652 189	61,15	1 051 013	-2,26	1 027 263
Production immobilisée	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
Production stockée	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
Recettes de fonctionnement	907 033	-0,84	899 388	-27,49	652 189	61,15	1 051 013	-2,26	1 027 263

La recette principale est constituée de la DGD transférée (394 K€) et de la dotation du budget principal résultant des travaux de la Clect (431 K€) ; Le socle de dotations de ce budget ressort donc à 825 K€ et en 2021, c'est l'absence de versement de la dotation du budget principal qui a conduit à la diminution des recettes de l'exercice.

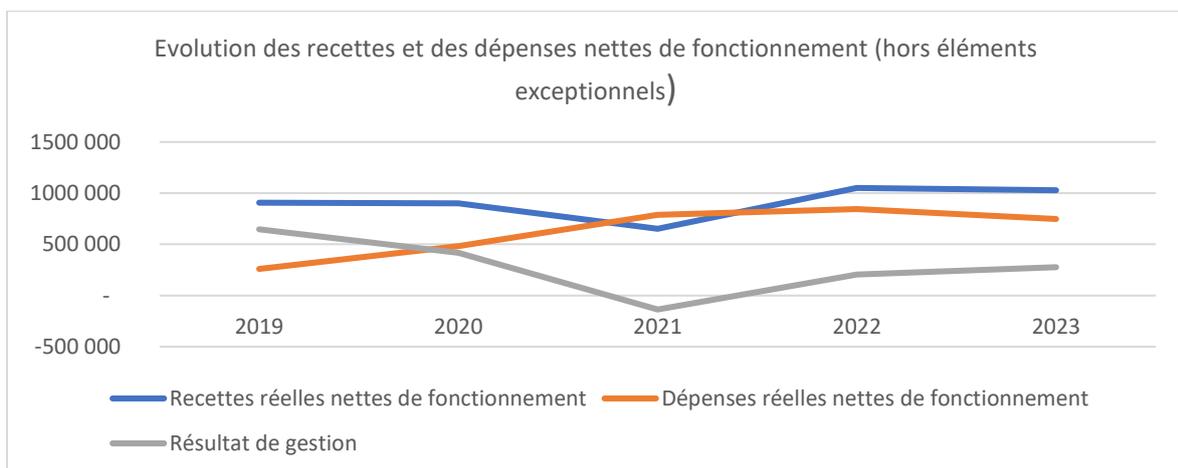
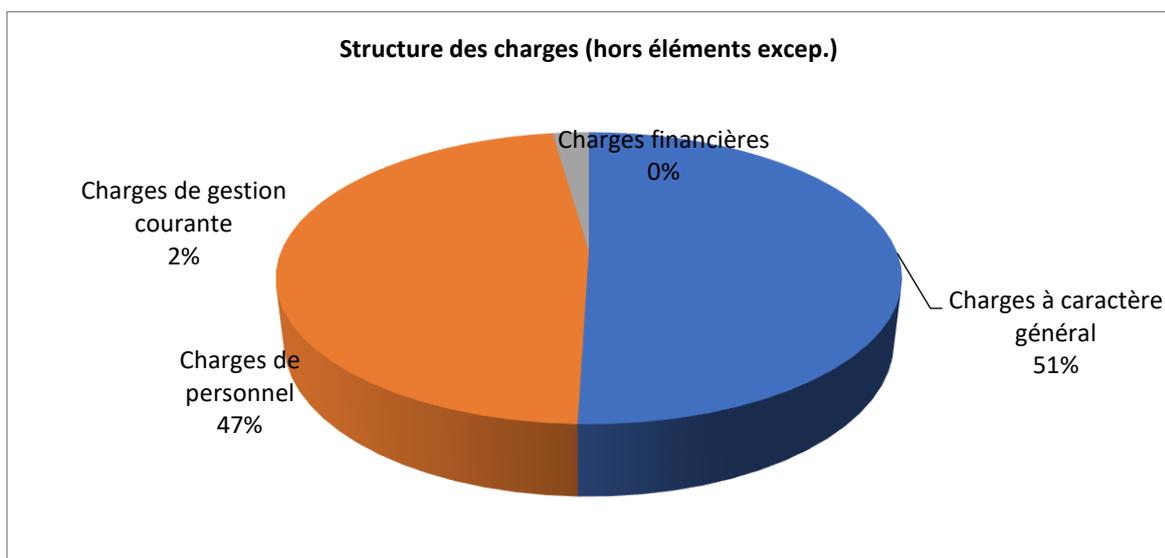
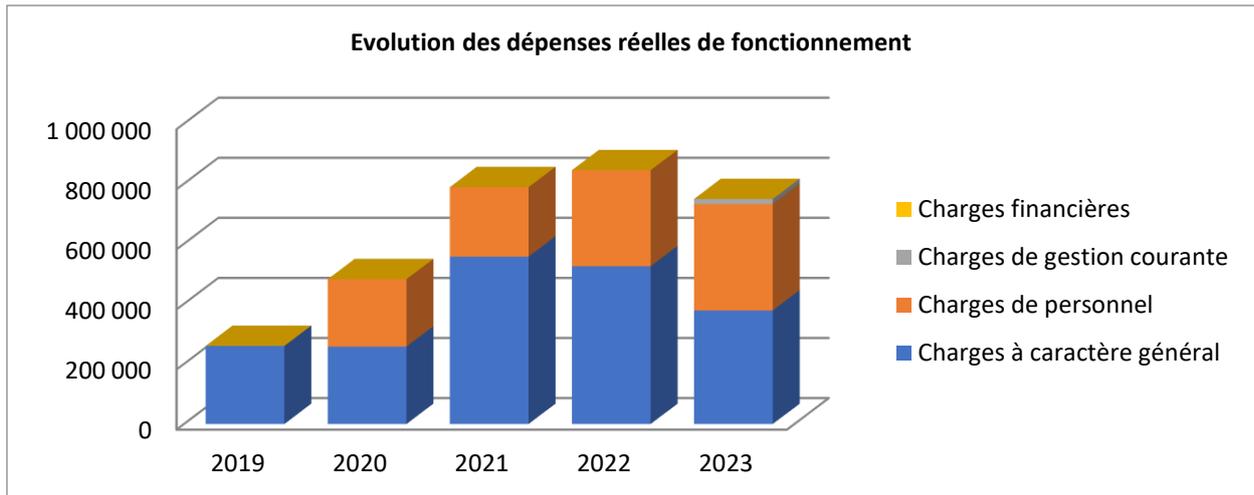
La facturation des prestations du port se replie depuis 2 021 (245 K€ contre 200 K€ en 2 023) avec néanmoins une hausse du revenu des immeubles (95 K€ en 2 021 ; 108 K€ en 2023) qui représente la moitié de la facturation du port.

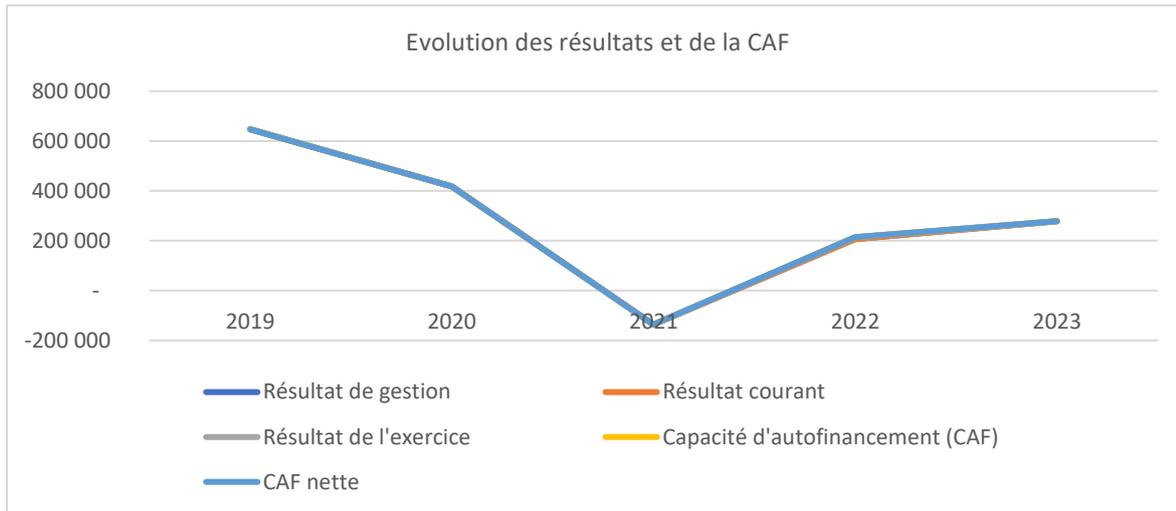
	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	2023
Droits de stationnement et de locations		0,00%	3 445	313,97%	14 260	-100,00%		0,00%	
Redevances d'occupations du domaine		0,00%		0,00%	23 066	-100,00%		0,00%	
Droits de ports et de navigation		0,00%		0,00%	113 074	-46,59%	60 398	-42,78%	34 557
Autres taxes diverses	10 391	330,39%	44 722	-100,00%		0,00%	54 232	4,86%	56 868
Revenus des immeubles	71 642	-63,93%	25 841	268,09%	95 118	10,69%	105 284	3,21%	108 668
Autres produits divers de gestion courante		0,00%		0,00%	2	-100,00%		0,00%	2
Total	82 033	-9,78%	74 008	231,75%	245 521	-10,43%	219 915	-9,01%	200 095



Dans le même temps, les dépenses progressent fortement, passant de 259 K€ en 2 019 à 749 K€ en 2 023 (+188%) en raison :

- De la croissance de la masse salariale (224 K€ en 2020 ; +354 K€ en 2023) au regard du renforcement des effectifs,
- De la hausse des charges à caractère général (+259 K€ en 2 019 ; + 378 K€ en 2 023 soit +45,41%). A noter le niveau élevé du chapitre en 2021 (557 K€) et 2 022 (525 K€) compte tenu de frais de gardiennage (239 K€ en 2021 et 220 K€ en 2022).





Sur ces bases, la CAF recule de 647 K€ en 2 019 à 278 K€ en 2023.

Le budget n'est pas endetté et a réalisé sur la période pour 3,8 Me d'investissement, financés par 1,7 M€ de cofinancements, induisant un taux de couverture des dépenses par des recettes externes non remboursables de 44,21%.

Le solde déficitaire d'investissement de -2,1 M€ a partiellement été couvert par le cumul de CAF nette d'un montant de 1,4 M€ induisant une consommation du fonds de roulement de 0,7 M€.

Le fonds de roulement à la fin de l'exercice 2 023 est déficitaire de -720 K€.

En définitive, ce budget est financé par des dotations et de manière encore marginale, par la facturation de ses prestations. Dans le même temps, ses charges ont fortement augmenté ce qui lui a permis de se structurer afin de mener un programme de modernisation. Ce budget bénéficie néanmoins du soutien du budget principal et gagnerait à optimiser les prestations qu'il pourrait offrir après la modernisation de ses équipements.

III – l'atterrissage 2 024

A) Le budget principal

La situation provisoire se présente comme suit :

	Budget 2 024	2 024	RAR	Total
Produits nets du 014	77 403 003,37	82 146 351,00	0,00	82 146 351,00
Atténuations de charges	0,00	56 973,72		56 973,72
Produits d'exploitation	2 970 700,00	2 804 196,11		2 804 196,11
Redevance spéciale gestion des déchets	1 200 000,00	1 249 305,00		
Redevance périscolaires	1 100 000,00	1 422 039,71		
Autres prestations	670 700,00	132 851,40		
Impôts et taxes	59 364 878,76	61 804 460,40		61 804 460,40
Fiscalité directe	31 416 579,00	33 825 176,00		
Impôts directs locaux	10 983 556,00	11 224 501,00		
Fractions compens. CVAE - TFPB - TH	5 933 023,00	5 869 215,00		
CVAE				
TEOM	14 500 000,00	16 731 460,00		
Versement mobilité	17 697 679,00	18 754 563,83		
Taxes sur les carburants	2 510 503,05	2 879 572,17		
Fiscalité reversée (FPIC- Fraction tva - Fngir)				
TASCOM	3 134 444,00	1 405 742,00		
Autres fiscalité	4 605 673,71	4 939 406,40		
Dotations-participations	22 936 544,37	24 023 817,40		24 023 817,40
DGF	8 756 025,00	9 309 555,00		
Compensation département	9 622 500,00	9 332 598,00		
Etat-compensations fiscales	950 993,00	983 675,00		
Autres dotations	3 607 026,37	4 397 989,40		
Produits de gestion courante	180 000,00	1 479 623,79		1 479 623,79
Produits exceptionnels	5 000,00	31 399,34		31 399,34
Fiscalité reversée (014)	8 054 119,76	8 054 119,76		8 054 119,76
Charges nettes d'exploitation	83 879 106,87	71 219 941,37	6 246 005,76	77 465 947,13
Charges à caractère général	62 588 677,56	51 559 334,83	5 245 960,97	56 805 295,80
Contrats de prestations Déchets	17 386 841,44	15 342 043,03	1 743 598,66	
Contrats de prestations transports	31 176 730,83	28 353 482,63		
Charges pluviales	3 816 635,21	2 379 491,56	1 048 641,31	
Autres charges déchets	2 154 022,04	1 046 135,13	421 676,98	
Autres charges transport	1 425 457,26	623 527,47	60 710,13	
Loyer TCSP				
Autres charges	5 411 791,28	3 528 119,67	1 838 584,50	
Habitat	90 325,00	23 462,94	20 475,00	
Social	214 100,00	66 336,03	4 660,00	
Aménagement	147 350,00	28 952,50	54 275,00	
Interventions économiques	765 424,50	167 783,87	53 339,39	
Charges de personnel	11 389 456,95	11 359 529,42		11 359 529,42
Autres charges de gestion courante	9 734 472,36	8 295 274,39	1 000 044,79	9 295 319,18
Subv. Organismes publics	1 330 431,03	1 967 180,19	185 840,94	
Subv. Personnes droit privé	2 836 703,60	2 011 781,70	496 374,62	
Communes membres	1 873 330,89	1 264 330,89	5 000,00	
Contributions obligatoires	563 392,60	516 938,65		
Autres	3 130 614,24	2 535 042,96	312 829,23	
RAR				
Charges financières	6 500,00	5 727,73		5 727,73
Anciens prêts	6 500,00	5 727,73		
Nouveaux prêts				
Charges exceptionnelles	160 000,00	75,00		75,00
Charges induites PPI				
Epargne de gestion	-6 469 603,50	10 932 137,36	-6 246 005,76	4 686 131,60
Capacité d'autofinancement	-6 476 103,50	10 926 409,63	-6 246 005,76	4 680 403,87
Remboursement cap. Emprunts	100 000,00	95 430,68		95 430,68
Remboursement cap. Emprunts nouveaux prêts		-		
CAF nette	-6 576 103,50	10 830 978,95	-6 246 005,76	4 584 973,19
Recettes d'investissement (hors emprunts)	39 295 317,09	4 264 755,09	32 184 448,87	36 449 203,96
Subventions	33 574 395,87	830 000,00	32 184 448,87	33 014 448,87
FCTVA	1 100 000,00	1 351 924,55		1 351 924,55
Autres recettes	2 020 068,22	2 082 830,54		2 082 830,54
Opérations pour compte de tiers	2 600 853,00	-		
Dépenses d'investissement	83 948 458,42	40 474 459,44	7 688 520,77	48 162 980,21
Immobilisation incorporelles	11 873 842,82	9 039 831,19	2 275 687,78	11 315 518,97
Subventions	3 245 306,30	336 739,29	302 000,00	638 739,29
Immobilisation corporelles	21 163 566,77	6 776 805,97	2 536 181,63	9 312 987,60
Travaux	40 528 602,53	21 316 611,50	1 203 653,52	22 520 265,02
Autres dépenses	195 000,00			-
Opérations pour compte de tiers	6 942 140,00	3 004 471,49	1 370 997,84	4 375 469,33
RAR				
Solde d'investissement	-44 653 141,33	-36 209 704,35	24 495 928,10	-11 713 776,25
Besoin de financement (si -)	-51 229 244,83	-25 378 725,40	18 249 922,34	-7 128 803,06
mobilisation d'emprunts				
Variation de fonds de roulement	-51 229 244,83	-25 378 725,40	18 249 922,34	-7 128 803,06
Fonds de roulement initial	51 229 244,83	51 229 244,83		51 229 244,83
Fonds de roulement final	0,00	25 850 519,43		44 100 441,77
Encours de dette (CG au 31/12/N-1)	130 965,68	35 535,00		35 535,00
Capacité de désendettement (en années)	-0,02	0,00		0,01

Les recettes réelles nettes de fonctionnement provisoires ressortent à 82 M€ pour des dépenses réelles de 71 M€ générant une CAF et une CAF nette de 10,8 M€. En tenant compte des dépenses restants à réaliser et/ou à rattacher, les dépenses ressortent à 77,5 M€ et la CAF ainsi que la CAF nette à 4,7 M€, alors que la CAF prévisionnelle 2024 était déficitaire de -6,5 M€. La forte amélioration de la CAF prévisionnelle résulte de 4,7 M€ de recettes complémentaires et de 6,4 M€ d'économies sur les charges prévues.

40 M€ d'investissements ont été effectués financés par 4,3 M€ de recettes générant un solde qui, abondé de la CAF nette (hors RAR/rattachements), conduit à une variation du fonds de roulement de - 21 M€.

Le fonds de roulement 2 024 avant rattachement devrait s'élever à 30 M€ et le résultat de clôture, tenant compte des RAR et des éventuels rattachements, à 44 M€.

B) Le budget d'eau potable

La situation provisoire se présente comme suit :

Fonctionnement					
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total
011	Charges à caractère général	916 349,14	70 020,29	43 480,41	113 500,70
012	Charges de personnel	550 041,16	408 945,93		408 945,93
014	Atténuation de produits				-
65	Charges de gestion courante	10 000,00	3,18		3,18
66	Charges financières	730 000,00	725 436,21		725 436,21
67	Charges exceptionnelles	185 088,78		88,78	88,78
042	Transferts entre section RAR	1 757 357,48	1 757 357,48		1 757 357,48
Total dépenses		4 148 836,56	2 961 763,09	43 569,19	3 005 332,28
013	Atténuations de charges		4 024,80		4 024,80
70	Produits d'exploitation	3 562 076,00	3 383 732,00		3 383 732,00
73	Impôts et taxes				-
74	Dotations et participations				-
75	Produits de gestion courante		1,03		1,03
77	Produits exceptionnels				-
042	Transferts entre section RAR	708 108,74	708 108,74		708 108,74
Total recettes		4 270 184,74	4 095 866,57	-	4 095 866,57
Résultat		121 348,18	1 134 103,48	- 43 569,19	1 090 534,29
CAF		1 170 596,92	2 183 352,22	- 43 569,19	2 139 783,03
CAF nette		- 29 403,08	988 408,02	- 43 569,19	944 838,83
Investissement					
16	Remb. emprunt	1 200 000,00	1 194 944,20		1 194 944,20
13	Subvention d'investissement	9 000,00	7 482,50		-
20	Immob. Incorporelles	4 347 136,74	404 567,63	1 030 206,87	1 434 774,50
204	Subv. Invest versées				-
21	Immob. Corporelles	118 069,36	19 746,26	25 544,62	45 290,88
23	immob. En cours	15 757 972,38	894 490,00	5 551 816,23	6 446 306,23
27	Autres immob financières				-
040	Transfert entre section RAR	708 108,74	708 108,74		708 108,74
Total dépenses		22 140 287,22	3 229 339,33	6 607 567,72	9 829 424,55
10	Dotations, subventions		15 072,98		15 072,98
13	Subvention d'investissement	2 062 744,00	2 014 247,03		2 014 247,03
16	Emprunts				-
20	Immob.				-
040	Transfert entre section RAR	1 757 357,48	1 757 357,48		1 757 357,48
Total recettes		3 820 101,48	3 786 677,49	-	3 786 677,49
Solde d'investissement		- 18 320 185,74	557 338,16	- 6 607 567,72	- 6 042 747,06
Besoin de financement		- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77
Mobilisation d'emprunts					
Variation fonds de roulement		- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77
FR initial		18 198 837,56	18 198 837,56		18 198 837,56
Solde RAR					
FR final			19 890 279,20	- 6 651 136,91	13 246 624,79
Encours de dette (01/01)		14 706 843,33	14 706 843,33		14 706 843,33
Ratio de désendettement (en années)			6,74		
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)			48,58%		
Investissement					
		Budget	2 024	RAR	Total
	Recettes réelles de fonct	3 562 076,00	3 387 757,83	-	3 387 757,83
	Dépenses réelles de fct	2 391 479,08	1 204 405,61	43 569,19	1 247 974,80
	CAF brute	1 170 596,92	2 183 352,22	- 43 569,19	2 139 783,03
	Recettes réelles d'inv.	2 062 744,00	2 029 320,01	-	2 029 320,01
	Dépenses réelles d'inv	21 432 178,48	2 521 230,59	6 607 567,72	9 121 315,81
	Solde	- 19 369 434,48	- 491 910,58	- 6 607 567,72	- 7 091 995,80
	Variation du FDR	- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77

Les recettes réelles de fonctionnement provisoires ressortent à 3,4 M€ pour des dépenses réelles de 1,2 M€ générant une CAF de 2,2 M€ et une CAF nette de 1 M€.

1,3 M€ d'investissements ont été effectués financés par 2 M€ de recettes générant un solde qui, abondé de la CAF nette, conduit à une variation du fonds de roulement de +1,7 M€.

Le fonds de roulement 2024 devrait s'élever à 19,89 M€ et le résultat de clôture, tenant compte des RAR, à 13 M€.

c) Le budget d'assainissement collectif

La situation provisoire se présente comme suit :

Fonctionnement					
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total
011	Charges à caractère général	176 976,00	65 454,90	15 677,66	81 132,56
012	Charges de personnel	437 993,92	457 820,62		457 820,62
014	Atténuation de produits				-
65	Charges de gestion courante	1 000,00	0,73		0,73
66	Charges financières	430 000,00	365 047,24		365 047,24
67	Charges exceptionnelles	6 000,00			-
042	Transferts entre sections	1 029 515,00	1 029 515,00		1 029 515,00
	RAR				-
Total dépenses		2 081 484,92	1 917 838,49	15 677,66	1 933 516,15
013	Atténuations de charges		3 285,00		
70	Produits d'exploitation	2 772 000,00	2 399 280,43	23 895,59	2 423 176,02
73	Impôts et taxes				-
74	Dotations et participations				-
75	Produits de gestion courante		960,92		960,92
77	Produits exceptionnels				-
042	Transferts entre sections	499 043,67	499 043,67		499 043,67
	RAR				-
Total recettes		3 271 043,67	2 902 570,02	23 895,59	2 923 180,61
Résultat		1 189 558,75	984 731,53	8 217,93	989 664,46
CAF		1 720 030,08	1 515 202,86	8 217,93	1 520 135,79
CAF nette		1 130 030,08	957 579,50	8 217,93	962 512,43
Investissement					
16	Remb. emprunt	590 000,00	557 623,36		557 623,36
13	Remb. Subventions	228 060,00			-
20	Immob. Incorporables	891 423,40	445 580,24	110 950,75	556 530,99
204	Subv. Invest versées				-
21	Immob. Corporelles	85 000,00	39 872,16	639,00	40 511,16
23	immob. En cours	7 798 682,42	2 562 984,93	4 677 802,02	7 240 786,95
27	Autres immob financières				-
040	Transfert entre sections	499 043,67	499 043,67	-	499 043,67
	RAR				-
Total dépenses		10 092 209,49	4 105 104,36	4 789 391,77	8 894 496,13
10	Dotations, subventions	1 000 000,00	875 656,51		875 656,51
13	Subvention d'investissement	10 131 937,92	1 804 431,00	7 499 084,50	9 303 515,50
16	Emprunts				-
21	Immob.				-
040	Transfert entre sections	1 029 515,00	1 029 515,00	-	1 029 515,00
	RAR				-
Total recettes		12 161 452,92	3 709 602,51	7 499 084,50	11 208 687,01
Solde d'investissement		2 069 243,43	- 395 501,85	2 709 692,73	2 314 190,88
Besoin de financement		3 258 802,18	589 229,68	2 717 910,66	3 303 855,34
Mobilisation d'emprunts		-	-	-	-
Variation fonds de roulement		3 258 802,18	589 229,68	2 717 910,66	3 303 855,34
FR initial		- 3 258 802,18	- 3 258 802,18	-	- 3 258 802,18
FR final		-	- 2 669 572,50	-	45 053,16
Encours de dette (31/12)		12 147 727,67			
Ratio de désendettement (en années)		7,06	-		7,99
Taux d'épargne		6,64%	12,93%		5,56%

Les recettes réelles de fonctionnement provisoires ressortent à 2,4 M€ pour des dépenses réelles de 0,9 M€ générant une CAF de 1,5 M€ et une CAF nette de 1 M€.

3 M€ d'investissements ont été effectués financés par des recettes définitives de 2,7 M€ abondés de la CAF nette, conduisant à une variation du fonds de roulement de + 487 K€.

Le fonds de roulement 2 024 devrait s'élever à - 2,771 M€ et le résultat de clôture, tenant compte des RAR, à + 45 K€.

d) Le budget du SPANC

La situation provisoire se présente comme suit :

Fonctionnement					
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total
011	Charges à caractère général	78 500,00	5 924,53	8 260,42	14 184,95
012	Charges de personnel	154 073,67	119 989,13		119 989,13
014	Atténuation de produits				
65	Charges de gestion courante	2 285,00	1 785,48		1 785,48
66	Charges financières				-
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	400,00		400,00
042	Transferts entre section RAR				-
Total dépenses		239 858,67	128 099,14	8 260,42	136 359,56
013	Atténuations de charges		932,40		932,40
70	Produits d'exploitation	140 000,00	169 042,17	75,00	169 117,17
73	Impôts et taxes				-
74	Dotations et participations				-
75	Produits de gestion courante		2,47		2,47
77	Produits exceptionnels				-
042	Transferts entre section RAR				-
Total recettes		140 000,00	169 977,04	75,00	170 052,04
Résultat		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48
CAF		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48
CAF nette		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48
Investissement					
16	Remb. emprunt				-
20	Immob. Incorporelles				-
204	Subv. Invest versées				-
21	Immob. Corporelles	187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15
23	immob. En cours				-
27	Autres immob financières				-
040	Transfert entre section RAR	-	-		-
Total dépenses		187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15
10	Dotations, subventions				-
13	Subvention d'investissement				-
16	Emprunts				-
20	Immob.				-
040	Transfert entre section RAR	-	-		-
Total recettes		-	-	-	-
Solde d'investissement		- 187 257,30	- 35 884,15	- 3 170,00	- 39 054,15
Besoin de financement		- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67
Mobilisation d'emprunts					
Variation fonds de roulement		- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67
FR initial		287 115,97	287 115,97		287 115,97
Solde RAR					
FR final			293 109,72	- 11 355,42	281 754,30
Total crédits hors emprunts et sub. 2021					
Encours de dette (01/01)					
Ratio de désendettement (en années)					
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)			116,70%		
Fonctionnement					
		Budget	2 024	RAR	Total
	Recettes réelles de fonct	140 000,00	169 977,04	75,00	170 052,04
	Dépenses réelles de fct	239 858,67	128 099,14	8 260,42	136 359,56
	CAF brute	- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48
	Recettes réelles d'inv.	-	-		-
	Dépenses réelles d'inv	187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15
	Solde	- 187 257,30	- 35 884,15	- 3 170,00	- 39 054,15
	Variation du FDR	- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67

Les recettes réelles de fonctionnement provisoires ressortent à 170 K€ pour des dépenses réelles de 128 K€ générant une CAF et une CAF nette de + 42 K€.

36 K€ d'investissements ont été effectués financés par la CAF nette, conduisant à une variation du fonds de roulement de + 6 K€.

Le fonds de roulement 2 024 devrait s'élever à + 293 K€ et le résultat de clôture, tenant compte des RAR, à + 282 K€.

e) Le budget du port

La situation provisoire se présente comme suit :

Fonctionnement					
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total
011	Charges à caractère général	1 086 089,00	760 792,31	156 632,05	917 424,36
012	Charges de personnel	487 722,31	402 545,54		402 545,54
014	Atténuation de produits				-
65	Charges de gestion courante	1 000,00	2,13		2,13
66	Charges financières				-
67	Charges exceptionnelles				-
042	Transferts entre section	11 626,22			-
	RAR				
Total dépenses		1 586 437,53	1 163 339,98	156 632,05	1 319 972,03
013	Atténuations de charges		5 230,80		5 230,80
70	Produits d'exploitation	35 000,00	26 144,00		26 144,00
73	Impôts et taxes	40 000,00	225 717,12		225 717,12
74	Dotations et participations	827 380,00	434 892,42	394 380,00	829 272,42
75	Produits de gestion courante	110 000,00	232 012,00		232 012,00
77	Produits exceptionnels				-
042	Transferts entre section				-
	RAR				
Total recettes		1 012 380,00	923 996,34	394 380,00	1 318 376,34
Résultat		- 574 057,53	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69
CAF		- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69
CAF nette		- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69
Investissement					
16	Remb. emprunt				-
20	Immob. Incorporelles	97 980,00	42 250,00		42 250,00
204	Subv. Invest versées				-
21	Immob. Corporelles	242 459,70	19 013,59	37 461,01	56 474,60
23	immob. En cours	2 791 350,90	995 718,41	401 982,54	1 397 700,95
27	Autres immob financières				-
040	Transfert entre section	-	-		-
	RAR				
Total dépenses		3 131 790,60	1 056 982,00	439 443,55	1 496 425,55
10	Dotations, subventions	500 000,00	57 855,28		57 855,28
13	Subvention d'investissement	3 913 769,00	1 392 000,00	1 500 000,00	2 892 000,00
16	Emprunts				-
20	Immob.				-
040	Transfert entre section	11 626,22	-		-
	RAR				
Total recettes		4 425 395,22	1 449 855,28	1 500 000,00	2 949 855,28
Solde d'investissement		1 293 604,62	392 873,28	1 060 556,45	1 453 429,73
Besoin de financement		719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04
Mobilisation d'emprunts					
Variation fonds de roulement		719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04
FR initial		- 719 547,09	- 719 547,09		- 719 547,09
FR final		-	- 566 017,45	1 298 304,40	732 286,95
Encours de dette (01/01)					
Ratio de désendettement (en années)					
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)		-17,96%	-22,64%	54,10%	-0,11%
Résumé					
	Budget	2 024	RAR	Total	
Recettes réelles de fonct	1 012 380,00	923 996,34	394 380,00	1 318 376,34	
Dépenses réelles de fct	1 574 811,31	1 163 339,98	156 632,05	1 319 972,03	
CAF brute	- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69	
Recettes réelles d'inv.	4 413 769,00	1 449 855,28	1 500 000,00	2 949 855,28	
Dépenses réelles d'inv	3 131 790,60	1 056 982,00	439 443,55	1 496 425,55	
Solde	1 281 978,40	392 873,28	1 060 556,45	1 453 429,73	
Variation du FDR	719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04	

Les recettes réelles de fonctionnement provisoires ressortent à 923 K€ pour des dépenses réelles de 1,2 M€ générant une CAF et une CAF nette négatives de -239 K€.

1 M€ d'investissements ont été effectués financés par 1,4 M€ de recettes générant un solde qui, abondé de la CAF nette, conduit à une variation du fonds de roulement de + 153 K€.

Le fonds de roulement 2 024 devrait s'élever à - 566 K€ et le résultat de clôture, tenant compte des RAR, à + 732 K€.

IV – Les masses budgétaires 2 025

A) Le budget principal

En section de fonctionnement, la gestion des déchets et de la mobilité devrait ressortir ainsi :

Gestion des déchets					
	2 024	RAR/ Rattachements	Total	%	2025 (hors RAR)
Charges					
Collecte et précollecte	7 576 845,16	525 118,19	8 101 963,35	21,42%	9 200 000,00
Traitement	7 765 197,87	1 218 480,47	8 983 678,34	-2,98%	7 533 502,72
Prévention	468 146,88	206 341,24	674 488,12	103,35%	952 000,00
Total	15 810 189,91	1 949 939,90	17 760 129,81	11,86%	17 685 502,72
Autres dépenses	577 988,25	215 335,74	793 323,99	1,3043825	1 331 906,00
Total chapitre 011	16 388 178,16	2 165 275,64	18 553 453,80	16,04%	19 017 408,72
Charges de personnel	1 626 087,72		1 626 087,72	3,01%	1 675 000,00
Subventions	89 433,77	27 010,97	116 444,74	205,20%	272 950,00
Autres charges de gestion courante	12 000,00		12 000,00	-100,00%	-
Charges exceptionnelles	75,00		75,00	-100,00%	-
Total charges	18 115 774,65	2 192 286,61	20 308 061,26	15,73%	20 965 358,72
Produits					
Redevances	1 249 305,00		1 249 305,00	0,06%	1 250 000,00
Prestations	132 851,40		132 851,40	12,91%	150 000,00
TEOM	16 731 460,00		16 731 460,00	-0,01%	16 730 000,00
Dotations	824 800,90		824 800,90		825 000,00
Produits de gestion courante			-		
Produits exceptionnels			-		
Total produits	18 938 417,30	-	18 938 417,30	0,09%	18 955 000,00
Reste à charge	822 642,65	- 2 192 286,61	- 1 369 643,96	-344,38%	- 2 010 358,72

En 2 024, le reste à charge de la mission devrait s'élever à - 1,4 M€ et au regard de l'évolution du service, le reste à charge 2025 serait de - 2 M€ témoignant de la problématique du financement de cette mission.

Gestion des transports					
	2 024	RAR/ Rattachements	Total	%	2025 (hors RAR)
Charges					
Transport scolaire	12 956 296,64		12 956 296,64	-1,60%	12 749 367,28
Transports périurbains et urbains	15 397 185,99		15 397 185,99	11,45%	17 159 598,29
Exploitation navette			-		-
TCSP			-		5 929 628,00
Autres dépenses	623 527,47	60 710,13	684 237,60	48,00%	922 797,00
Total chapitre 011	28 977 010,10	60 710,13	29 037 720,23	26,86%	36 761 390,57
Charges de personnel	1 684 309,84		1 684 309,84	3,00%	1 734 839,14
Subventions	2 191 919,71	44 050,16	2 235 969,87		1 050 000,00
Total dépenses	32 853 239,65	104 760,29	32 957 999,94	20,37%	39 546 229,71
Produits					
Redevances périscolaires	1 422 039,71		1 422 039,71	5,48%	1 500 000,00
Dotations CTG	9 332 598,00		9 332 598,00	0,08%	9 340 000,00
Versement mobilité	18 754 563,83		18 754 563,83	0,03%	18 760 000,00
Taxes sur les carburants	2 879 572,17		2 879 572,17	0,71%	2 900 000,00
Total produits	32 388 773,71	-	32 388 773,71	0,34%	32 500 000,00
Reste à charge	- 464 465,94	- 104 760,29	- 569 226,23	1417,06%	- 7 046 229,71

S'agissant de la Mobilité, le reste à charge 2 024 devrait s'élever à 569 K€ mais progresserait à - 7 M€ en 2025 en raison notamment du premier loyer du TCSP de 6 M€. Le financement de la mission devient également préoccupant, illustrant les alertes expliquées sur les rob des années précédentes.

Sur ces bases, les masses budgétaires devraient apparaître comme suit :

Masse ROB 2 025							
	Budget 2 024	2 024	RAR	Total	2 025 avec RAR	2 025 sans RAR	% evol 2024-2025
Produits nets du 014	77 403 003,37	82 146 351,00	0,00	82 146 351,00	80 724 651,80	80 724 651,80	-1,73%
Atténuations de charges	0,00	56 973,72		56 973,72	60 000,00	60 000,00	5,31%
Produits d'exploitation	2 970 700,00	2 804 196,11		2 804 196,11	2 900 000,00	2 900 000,00	3,42%
Redevance spéciale gestion des déchets	1 200 000,00	1 249 305,00			1 250 000,00	1 250 000,00	0,06%
Redevance périscolaires	1 100 000,00	1 422 039,71			1 500 000,00	1 500 000,00	5,48%
Autres prestations	670 700,00	132 851,40			150 000,00	150 000,00	12,91%
Impôts et taxes	59 364 878,76	61 804 460,40		61 804 460,40	61 900 000,00	61 900 000,00	0,15%
Fiscalité directe	31 416 579,00	33 825 176,00			33 830 000,00	33 830 000,00	0,01%
Impôts directs locaux	10 983 556,00	11 224 501,00			11 230 000,00	11 230 000,00	0,05%
Fractions compens. CVAE - TFPB - TH CVAE	5 933 023,00	5 869 215,00			5 870 000,00	5 870 000,00	0,01%
TEOM	14 500 000,00	16 731 460,00			16 730 000,00	16 730 000,00	-0,01%
Versement mobilité	17 697 679,00	18 754 563,83			18 760 000,00	18 760 000,00	0,03%
Taxes sur les carburants	2 510 503,05	2 879 572,17			2 900 000,00	2 900 000,00	0,71%
Fiscalité reversée (FPIC- Fraction tva - Fngir)					-	-	0,00%
TASCOM	3 134 444,00	1 405 742,00			1 410 000,00	1 410 000,00	0,30%
Autres fiscalité	4 605 673,71	4 939 406,40			5 000 000,00	5 000 000,00	1,23%
Dotations-participations	22 936 544,37	24 023 817,40		24 023 817,40	24 040 000,00	24 040 000,00	0,07%
DGF	8 756 025,00	9 309 555,00			9 310 000,00	9 310 000,00	0,00%
Compensation département	9 622 500,00	9 332 598,00			9 340 000,00	9 340 000,00	0,08%
Etat-compensations fiscales	950 993,00	983 675,00			990 000,00	990 000,00	0,64%
Autres dotations	3 607 026,37	4 397 989,40			4 400 000,00	4 400 000,00	0,05%
Produits de gestion courante	180 000,00	1 479 623,79		1 479 623,79	180 000,00	180 000,00	-87,83%
Produits exceptionnels	5 000,00	31 399,34		31 399,34	-	-	-100,00%
Fiscalité reversée (014)	8 054 119,76	8 054 119,76		8 054 119,76	8 355 348,20	8 355 348,20	3,74%
Charges nettes d'exploitation	83 879 106,87	71 219 941,37	6 246 005,76	77 465 947,13	86 930 489,29	80 684 483,53	13,29%
Charges à caractère général	62 588 677,56	51 559 334,83	5 245 960,97	56 805 295,80	67 251 997,69	62 006 036,72	20,26%
Contrats de prestations Déchets	17 386 841,44	15 342 043,03	1 743 598,66		19 429 101,38	17 685 502,72	15,27%
Contrats de prestations transports	31 176 730,83	28 353 482,63			29 909 000,00	29 909 000,00	5,49%
Charges pluviales	3 816 635,21	2 379 491,56	1 048 641,31		3 548 641,31	2 500 000,00	5,06%
Autres charges déchets	2 154 022,04	1 046 135,13	421 676,98		1 753 582,98	1 331 906,00	27,32%
Autres charges transport	1 425 457,26	623 527,47	60 710,13		760 710,13	700 000,00	12,26%
Loyer TCSP					5 929 628,00	5 929 628,00	0,00%
Autres charges	5 411 791,28	3 528 119,67	1 838 584,50		5 438 584,50	3 600 000,00	2,04%
Habitat	90 325,00	23 462,94	20 475,00		100 475,00	80 000,00	240,96%
Social	214 100,00	66 336,03	4 660,00		74 660,00	70 000,00	5,52%
Aménagement	147 350,00	28 952,50	54 275,00		84 275,00	30 000,00	3,62%
Interventions économiques	765 424,50	167 783,87	53 339,39		223 339,39	170 000,00	1,32%
Charges de personnel	11 389 456,95	11 359 529,42		11 359 529,42	11 700 000,00	11 700 000,00	3,00%
Autres charges de gestion courante	9 734 472,36	8 295 274,39	1 000 044,79	9 295 319,18	7 813 491,60	6 813 446,81	-17,86%
Subv. Organismes publics	1 330 431,03	1 967 180,19	185 840,94		2 155 840,94	1 970 000,00	0,14%
Subv. Personnes droit privé	2 836 703,60	2 011 781,70	496 374,62		3 307 374,62	2 811 000,00	39,73%
Communes membres	1 873 330,89	1 264 330,89	5 000,00		5 000,00	-	-100,00%
Contributions obligatoires	563 392,60	516 938,65			532 446,81	532 446,81	3,00%
Autres	3 130 614,24	2 535 042,96	312 829,23		1 812 829,23	1 500 000,00	-40,83%
RAR							0,00%
Charges financières	6 500,00	5 727,73		5 727,73	5 000,00	5 000,00	-12,71%
Anciens prêts	6 500,00	5 727,73			6 000,00	6 000,00	4,75%
Nouveaux prêts							0,00%
Charges exceptionnelles	160 000,00	75,00		75,00	160 000,00	160 000,00	213233,33%
Charges induites PPI							0,00%
Epargne de gestion	-6 469 603,50	10 932 137,36	-6 246 005,76	4 686 131,60	-6 200 837,49	45 168,27	-99,59%
Capacité d'autofinancement	-6 476 103,50	10 926 409,63	-6 246 005,76	4 680 403,87	-6 205 837,49	40 168,27	-99,63%
Remboursement cap. Emprunts	100 000,00	95 430,68		95 430,68	35 535,00	35 535,00	-62,76%
Remboursement cap. Emprunts nouveaux prêts							0,00%
CAF nette	-6 576 103,50	10 830 978,95	-6 246 005,76	4 584 973,19	-6 241 372,49	4 633,27	-99,96%
Recettes d'investissement (hors emprunts)	39 295 317,09	4 264 755,09	32 184 448,87	36 449 203,96	33 284 448,87	1 100 000,00	-74,21%
Subventions	33 574 395,87	830 000,00	32 184 448,87	33 014 448,87	32 184 448,87	-	-100,00%
FCTVA	1 100 000,00	1 351 924,55		1 351 924,55	1 100 000,00	1 100 000,00	-18,63%
Autres recettes	2 020 068,22	2 082 830,54		2 082 830,54	-	-	-100,00%
Opérations pour compte de tiers	2 600 853,00	-		-	-	-	0,00%
Dépenses d'investissement	83 948 458,42	40 474 459,44	7 688 520,77	48 162 980,21	52 893 595,81	45 205 075,04	11,69%
Immobilisation incorporelles	11 873 842,82	9 039 831,19	2 275 687,78	11 315 518,97	2 275 687,78	-	-100,00%
Subventions	3 245 306,30	336 739,29	302 000,00	638 739,29	302 000,00	-	-100,00%
Immobilisation corporelles	21 163 566,77	6 776 805,97	2 536 181,63	9 312 987,60	2 536 181,63	-	-100,00%
Travaux	40 528 602,53	21 316 611,50	1 203 653,52	22 520 265,02	46 408 728,56	45 205 075,04	112,07%
Autres dépenses	195 000,00	-	-	-	-	-	0,00%
Opérations pour compte de tiers	6 942 140,00	3 004 471,49	1 370 997,84	4 375 469,33	1 370 997,84	-	-100,00%
RAR							0,00%
Solde d'investissement	-44 653 141,33	-36 209 704,35	24 495 928,10	-11 713 776,25	-19 609 146,94	-44 105 075,04	21,80%
Besoin de financement (si -)	-51 229 244,83	-25 378 725,40	18 249 922,34	-7 128 803,06	-25 850 519,43	44 100 441,77	73,77%
mobilisation d'emprunts							0,00%
Variation de fonds de roulement	-51 229 244,83	-25 378 725,40	18 249 922,34	-7 128 803,06	-25 850 519,43	-44 100 441,77	73,77%
Fonds de roulement initial	51 229 244,83	51 229 244,83		51 229 244,83	25 850 519,43	50 925 152,04	-0,59%
Fonds de roulement final	0,00	25 850 519,43		44 100 441,77	0,00	6 824 710,27	-73,60%
Encours de dette (CG au 31/12/N-1)	130 965,68	35 535,00		35 535,00	-	-	
Capacité de désendettement (en années)	-0,02	0,00		0,01	-	-	

Abstraction faite des RAR, les recettes réelles nettes devraient s'élever à 80,7 M€ pour des dépenses réelles nettes de 81 M€ générant une CAF et une CAF nette quasi-nulle (46 K€ de CAF et 40 K€ de CAF nette) ; En tenant compte des RAR, la CAF et la CAF nette devraient être négative de -6,2 M€.

Un programme d'investissement nouveau d'un montant de 45,2 M€ pourrait être conduit, financé par le résultat de clôture 2024 et les recettes nouvelles non remboursables 2 025. Il

conviendra donc d'opérer des arbitrages sur la PPI prévu en 2 025 à hauteur de 51,9 M€, hors subventions nouvelles.

B) Le budget d'eau potable

Les masses budgétaires devraient apparaître comme suit :

Fonctionnement								
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total	%	2 025	Observations
011	Charges à caractère général	916 349,14	70 020,29	43 480,41	113 500,70	71,38%	120 000,00	
012	Charges de personnel	550 041,16	408 945,93		408 945,93	5,15%	430 000,00	
014	Atténuation de produits				-			
65	Charges de gestion courante	10 000,00	3,18		3,18	314365,41%	10 000,00	
66	Charges financières	730 000,00	725 436,21		725 436,21	0,63%	730 000,00	
67	Charges exceptionnelles	185 088,78		88,78	88,78	#DIV/0!	1 000,00	
042	Transferts entre section	1 757 357,48	1 757 357,48		1 757 357,48		2 000 000,00	
	RAR						43 569,19	
Total dépenses		4 148 836,56	2 961 763,09	43 569,19	3 005 332,28	12,59%	3 334 569,19	
013	Atténuations de charges		4 024,80		4 024,80			
70	Produits d'exploitation	3 562 076,00	3 383 732,00		3 383 732,00	0,48%	3 400 000,00	
73	Impôts et taxes				-			
74	Dotations et participations				-			
75	Produits de gestion courante		1,03		1,03	-100,00%		
77	Produits exceptionnels				-			
042	Transferts entre section	708 108,74	708 108,74		708 108,74		710 000,00	
	RAR						-	
Total recettes		4 270 184,74	4 095 866,57	-	4 095 866,57	0,35%	4 110 000,00	
Résultat		121 348,18	1 134 103,48	- 43 569,19	1 090 534,29	-32%	775 430,81	
CAF		1 170 596,92	2 183 352,22	- 43 569,19	2 139 783,03	-5%	2 065 430,81	
CAF nette		- 29 403,08	988 408,02	- 43 569,19	944 838,83	-33%	665 430,81	
Investissement								
16	Remb. emprunt	1 200 000,00	1 194 944,20		1 194 944,20	17,16%	1 400 000,00	
13	Subvention d'investissement	9 000,00	7 482,50					
20	Immob. Incorporelles	4 347 136,74	404 567,63	1 030 206,87	1 434 774,50	-100,00%		
204	Subv. Invest versées				-			
21	Immob. Corporelles	118 069,36	19 746,62	25 544,62	45 290,88	-100,00%		
23	immob. En cours	15 757 972,38	894 490,00	5 551 816,23	6 446 306,23	1765,33%	16 685 179,06	Pgm investissement nouveau
27	Autres immob financières				-			
040	Transfert entre section	708 108,74	708 108,74		708 108,74		710 000,00	
	RAR						6 607 567,72	
Total dépenses		22 140 287,22	3 229 339,33	6 607 567,72	9 829 424,55	687%	25 402 746,78	
10	Dotations, subventions		15 072,98		15 072,98		2 737 036,77	FCTVA (16,404 * chapitre 23)
13	Subvention d'investissement	2 062 744,00	2 014 247,03		2 014 247,03			Txsubv2023 * investissements 2024
16	Emprunts				-		-	
20	Immob.				-		-	
040	Transfert entre section	1 757 357,48	1 757 357,48		1 757 357,48		2 000 000,00	
	RAR						-	
Total recettes		3 820 101,48	3 786 677,49	-	3 786 677,49	25%	4 737 036,77	
Solde d'investissement		- 18 320 185,74	557 338,16	- 6 607 567,72	- 6 042 747,06	-3808%	- 20 665 710,01	
Besoin de financement		- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77		- 19 890 279,20	
Mobilisation d'emprunts								
Variation fonds de roulement		- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77	-1276%	- 19 890 279,20	
FR initial		18 198 837,56	18 198 837,56		18 198 837,56	9%	19 890 279,20	
Solde RAR								
FR final		-	19 890 279,20	- 6 651 136,91	13 246 624,79	-100%	0,00	Programme d'investissement disponible
Encours de dette (01/01)		14 706 843,33	14 706 843,33		14 706 843,33	-10%	13 306 843,33	
Ratio de désendettement (en années)			6,74			-4%	6,44	
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)			48,58%				2,77%	
Résumé								
		Budget	2 024	RAR	Total	%	2 025	
	Recettes réelles de fonct	3 562 076,00	3 387 757,83	-	3 387 757,83		3 400 000,00	
	Dépenses réelles de fct	2 391 479,08	1 204 405,61	43 569,19	1 247 974,80		1 334 569,19	
	CAF brute	1 170 596,92	2 183 352,22	- 43 569,19	2 139 783,03		2 065 430,81	
	Recettes réelles d'inv.	2 062 744,00	2 029 320,01	-	2 029 320,01		2 737 036,77	
	Dépenses réelles d'inv	21 432 178,48	2 521 230,59	6 607 567,72	9 121 315,81		24 692 746,78	
	Solde	- 19 369 434,48	- 491 910,58	- 6 607 567,72	- 7 091 995,80		- 21 955 710,01	
	Variation du FDR	- 18 198 837,56	1 691 441,64	- 6 651 136,91	- 4 952 212,77		- 19 890 279,20	

Les recettes réelles devraient s'élever à 3,4 M€ pour des dépenses réelles de 1,3 M€ générant une CAF de 2 M€ et une CAF nette de 665 K€.

Un programme d'investissement nouveau de 16,6 M€ pourrait être mené, financé par le résultat de clôture 2 024 et les recettes non remboursables nouvelles 2025.

C) Le budget d'assainissement collectif

Les masses budgétaires devraient se présenter ainsi :

Fonctionnement							
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total	2 025	Observations
011	Charges à caractère général	176 976,00	65 454,90	15 677,66	81 132,56	180 000,00	
012	Charges de personnel	437 993,92	457 820,62		457 820,62	475 000,00	
014	Atténuation de produits				-		
65	Charges de gestion courante	1 000,00	0,73		0,73	1 000,00	
66	Charges financières	430 000,00	365 047,24		365 047,24	450 000,00	
67	Charges exceptionnelles	6 000,00					
042	Transferts entre sections	1 029 515,00	1 029 515,00		1 029 515,00	1 400 000,00	
	RAR					15 677,66	
Total dépenses		2 081 484,92	1 917 838,49	15 677,66	1 933 516,15	2 521 677,66	
013	Atténuations de charges		3 285,00				
70	Produits d'exploitation	2 772 000,00	2 399 280,43	23 895,59	2 423 176,02	2 400 000,00	
73	Impôts et taxes				-		
74	Dotations et participations				-		
75	Produits de gestion courante		960,92		960,92	-	
77	Produits exceptionnels				-		
042	Transferts entre sections	499 043,67	499 043,67		499 043,67	600 000,00	
	RAR					23 895,59	
Total recettes		3 271 043,67	2 902 570,02	23 895,59	2 923 180,61	3 023 895,59	
Résultat		1 189 558,75	984 731,53	8 217,93	989 664,46	502 217,93	
CAF		1 720 030,08	1 515 202,86	8 217,93	1 520 135,79	1 302 217,93	
CAF nette		1 130 030,08	957 579,50	8 217,93	962 512,43	722 217,93	
Investissement							
16	Remb. emprunt	590 000,00	557 623,36		557 623,36	580 000,00	
13	Remb. Subventions	228 060,00			-		
20	Immob. Incorporées	891 423,40	445 580,24	110 950,75	556 530,99		
204	Subv. Invest versées						
21	Immob. Corporelles	85 000,00	39 872,16	639,00	40 511,16		
23	Immob. En cours	7 798 682,42	2 562 984,93	4 677 802,02	7 240 786,95	1 851 751,26	Pgm investissement 2 025
27	Autres immob financières						
040	Transfert entre sections	499 043,67	499 043,67	-	499 043,67	600 000,00	
	RAR					4 789 391,77	
Total dépenses		10 092 209,49	4 105 104,36	4 789 391,77	8 894 496,13	7 821 143,03	
10	Dotations, subventions	1 000 000,00	875 656,51		875 656,51	1 089 413,10	FCTVA
13	Subvention d'investissement	10 131 937,92	1 804 431,00	7 499 084,50	9 303 515,50		
16	Emprunts				-		
21	Immob.				-		
040	Transfert entre sections	1 029 515,00	1 029 515,00	-	1 029 515,00	1 400 000,00	
	RAR					7 499 084,50	
Total recettes		12 161 452,92	3 709 602,51	7 499 084,50	11 208 687,01	9 988 497,60	
Solde d'investissement		2 069 243,43	395 501,85	2 709 692,73	2 314 190,88	2 167 354,57	
Besoin de financement		3 258 802,18	589 229,68	2 717 910,66	3 303 855,34	2 669 572,50	
Mobilisation d'emprunts		-	-	-	-	-	
Variation fonds de roulement		3 258 802,18	589 229,68	2 717 910,66	3 303 855,34	2 669 572,50	
FR initial		-	3 258 802,18	-	3 258 802,18	-	
FR final		-	2 669 572,50	-	45 053,16	0,00	
Encours de dette (31/12)		12 147 727,67	-	-	-	11 567 727,67	
Ratio de désendettement (en années)		7,06	-	-	7,99	8,88	
Taux d'épargne		6,64%	12,93%	-	5,56%	1,69%	
Tableau récapitulatif							
		Budget	2 024	RAR	Total	2 025	
	Recettes réelles de fonctionnement	2 772 000,00	2 403 526,35	23 895,59	2 424 136,94	2 423 895,59	
	Dépenses réelles de fonctionnement	1 051 969,92	888 323,49	15 677,66	904 001,15	1 121 677,66	
	CAF	1 720 030,08	1 515 202,86	8 217,93	1 520 135,79	1 302 217,93	
	Recettes réelles d'investissement	11 131 937,92	2 680 087,51	7 499 084,50	10 179 172,01	8 588 497,60	
	Dépenses réelles d'investissement	9 593 165,82	3 606 060,69	4 789 391,77	8 395 452,46	7 221 143,03	
	Solde	1 538 772,10	925 973,18	2 709 692,73	1 783 719,55	1 367 354,57	
	Variation du fonds du FDR	3 258 802,18	589 229,68	2 717 910,66	3 303 855,34	2 669 572,50	

Les recettes réelles devraient s'élever à 2,4 M€ pour des dépenses réelles de 1,1 M€ générant une CAF de 1,3 M€ et une CAF nette de 722 K€.

Un programme d'investissement nouveau de 1,8 M€ pourrait être mené, financé par le résultat de clôture 2 024 et les recettes non remboursables nouvelles 2025.

D) Le budget du Spanc

Les masses budgétaires devraient se présenter comme suit :

Fonctionnement								
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total	%	2 025	Observations
011	Charges à caractère général	78 500,00	5 924,53	8 260,42	14 184,95	1250,32%	80 000,00	
012	Charges de personnel	154 073,67	119 989,13		119 989,13	8,34%	130 000,00	
014	Atténuation de produits				-			
65	Charges de gestion courante	2 285,00	1 785,48		1 785,48	28,82%	2 300,00	
66	Charges financières				-			
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	400,00		400,00		5 000,00	
042	Transferts entre section				-		7 200,00	
	RAR						8 260,42	
Total dépenses		239 858,67	128 099,14	8 260,42	136 359,56	81,70%	232 760,42	
013	Atténuations de charges		932,40		932,40			
70	Produits d'exploitation	140 000,00	169 042,17	75,00	169 117,17	0,57%	170 000,00	
73	Impôts et taxes				-			
74	Dotations et participations				-			
75	Produits de gestion courante		2,47		2,47	-100,00%		
77	Produits exceptionnels				-			
042	Transferts entre section				-			
	RAR						75,00	
Total recettes		140 000,00	169 977,04	75,00	170 052,04	0,06%	170 075,00	
Résultat		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48	-250%	- 62 685,42	
CAF		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48	-232%	- 55 485,42	
CAF nette		- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48	-232%	- 55 485,42	
Investissement								
16	Remb. emprunt				-			
20	Immob. Incorporelles				-			
204	Subv. Invest versées				-			
21	Immob. Corporelles	187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15		237 535,47	Pgm investissement nouveau
23	immob. En cours				-			
27	Autres immob financières				-			
040	Transfert entre section	-	-		-		-	
	RAR						39 054,15	
Total dépenses		187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15		276 589,62	
10	Dotations, subventions				-		38 965,32	FCTVA (16,404 * chapitre 23+chapitre 21)
13	Subvention d'investissement				-			
16	Emprunts				-			
20	Immob.				-			
040	Transfert entre section	-	-		-		7 200,00	
	RAR						-	
Total recettes		-	-	-	-		46 165,32	
Solde d'investissement		- 187 257,30	- 35 884,15	- 3 170,00	- 39 054,15		- 230 424,30	
Besoin de financement		- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67		- 293 109,72	
Mobilisation d'emprunts								
Variation fonds de roulement		- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67	-4990%	- 293 109,72	
FR initial		287 115,97	287 115,97		287 115,97	2%	293 109,72	
Solde RAR								
FR final		-	293 109,72	- 11 355,42	281 754,30	-100%	0,00	Pgm investissement disponible
Total crédits hors emprunts et sub. 2021								
Encours de dette (01/01)								
Ratio de désendettement (en années)								
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)								
			116,70%				-20,06%	
		Budget	2 024	RAR	Total	%	2 025	
	Recettes réelles de fonct	140 000,00	169 977,04	75,00	170 052,04		170 075,00	
	Dépenses réelles de fct	239 858,67	128 099,14	8 260,42	136 359,56		225 560,42	
	CAF brute	- 99 858,67	41 877,90	- 8 185,42	33 692,48		- 55 485,42	
	Recettes réelles d'inv.	-	-	-	-		38 965,32	
	Dépenses réelles d'inv	187 257,30	35 884,15	3 170,00	39 054,15		276 589,62	
	Solde	- 187 257,30	- 35 884,15	- 3 170,00	- 39 054,15		- 237 624,30	
	Variation du FDR	- 287 115,97	5 993,75	- 11 355,42	- 5 361,67		- 293 109,72	

Les recettes réelles devraient s'élever à 170 K€ pour des dépenses réelles de 225 K€ générant une CAF et une CAF nette négatives de -55 K€.

Un programme d'investissement nouveau de 237 K€ pourrait être mené, financé par le résultat de clôture 2 024 et les recettes non remboursables nouvelles 2025.

E) Le budget du port

Les masses budgétaires devraient se présenter comme suit :

Fonctionnement							
Chapitre	Libellé	Budget	2 024	RAR	Total	2 025	Observations
011	Charges à caractère général	1 086 089,00	760 792,31	156 632,05	917 424,36	1 000 000,00	
012	Charges de personnel	487 722,31	402 545,54		402 545,54	420 000,00	
014	Atténuation de produits				-		
65	Charges de gestion courante	1 000,00	2,13		2,13	1 000,00	
66	Charges financières				-		
67	Charges exceptionnelles				-		
042	Transferts entre section	11 626,22			-	15 000,00	
	RAR					156 632,05	
Total dépenses		1 586 437,53	1 163 339,98	156 632,05	1 319 972,03	1 592 632,05	
013	Atténuations de charges		5 230,80		5 230,80		
70	Produits d'exploitation	35 000,00	26 144,00		26 144,00	30 000,00	
73	Impôts et taxes	40 000,00	225 717,12		225 717,12	230 000,00	
74	Dotations et participations	827 380,00	434 892,42	394 380,00	829 272,42	827 380,00	
75	Produits de gestion courante	110 000,00	232 012,00		232 012,00	240 000,00	
77	Produits exceptionnels				-		
042	Transferts entre section				-		
	RAR					394 380,00	
Total recettes		1 012 380,00	923 996,34	394 380,00	1 318 376,34	1 721 760,00	
Résultat		- 574 057,53	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69	129 127,95	
CAF		- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69	144 127,95	
CAF nette		- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69	144 127,95	
Investissement							
16	Remb. emprunt				-		
20	Immob. Incorporelles	97 980,00	42 250,00		42 250,00		
204	Subv. Invest versées				-		
21	Immob. Corporelles	242 459,70	19 013,59	37 461,01	56 474,60		
23	immob. En cours	2 791 350,90	995 718,41	401 982,54	1 397 700,95	850 224,02	Nouveau pgm investissement
27	Autres immob financières				-		
040	Transfert entre section	-	-		-	-	
	RAR					439 443,55	
Total dépenses		3 131 790,60	1 056 982,00	439 443,55	1 496 425,55	1 289 667,57	
10	Dotations, subventions	500 000,00	57 855,28		57 855,28	211 557,07	FCTVA (16,404 * chapitre 23 + chapitre 21)
13	Subvention d'investissement	3 913 769,00	1 392 000,00	1 500 000,00	2 892 000,00		
16	Emprunts				-	-	
20	Immob.				-		
040	Transfert entre section	11 626,22	-		-	15 000,00	
	RAR					1 500 000,00	
Total recettes		4 425 395,22	1 449 855,28	1 500 000,00	2 949 855,28	1 726 557,07	
Solde d'investissement		1 293 604,62	392 873,28	1 060 556,45	1 453 429,73	436 889,50	
Besoin de financement		719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04	566 017,45	
Mobilisation d'emprunts							
Variation fonds de roulement		719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04	566 017,45	
FR initial		- 719 547,09	- 719 547,09	-	- 719 547,09	- 566 017,45	
FR final		-	- 566 017,45	1 298 304,40	732 286,95	0,00	Pgm investissement disponible
Encours de dette (01/01)							
Ratio de désendettement (en années)							
Taux d'épargne (CAF nette / chap 20+21+23)		-17,96%	-22,64%	54,10%	-0,11%	11,18%	
		Budget	2 024	RAR	Total	2 025	
	Recettes réelles de fonct	1 012 380,00	923 996,34	394 380,00	1 318 376,34	1 721 760,00	
	Dépenses réelles de fct	1 574 811,31	1 163 339,98	156 632,05	1 319 972,03	1 577 632,05	
	CAF brute	- 562 431,31	- 239 343,64	237 747,95	- 1 595,69	144 127,95	
	Recettes réelles d'inv.	4 413 769,00	1 449 855,28	1 500 000,00	2 949 855,28	1 711 557,07	
	Dépenses réelles d'inv	3 131 790,60	1 056 982,00	439 443,55	1 496 425,55	1 289 667,57	
	Solde	1 281 978,40	392 873,28	1 060 556,45	1 453 429,73	421 889,50	
	Variation du FDR	719 547,09	153 529,64	1 298 304,40	1 451 834,04	566 017,45	

Les recettes réelles devraient s'élever à 1,7 M€ pour des dépenses réelles de 1,6 M€ générant une CAF et une CAF nette de +144 K€.

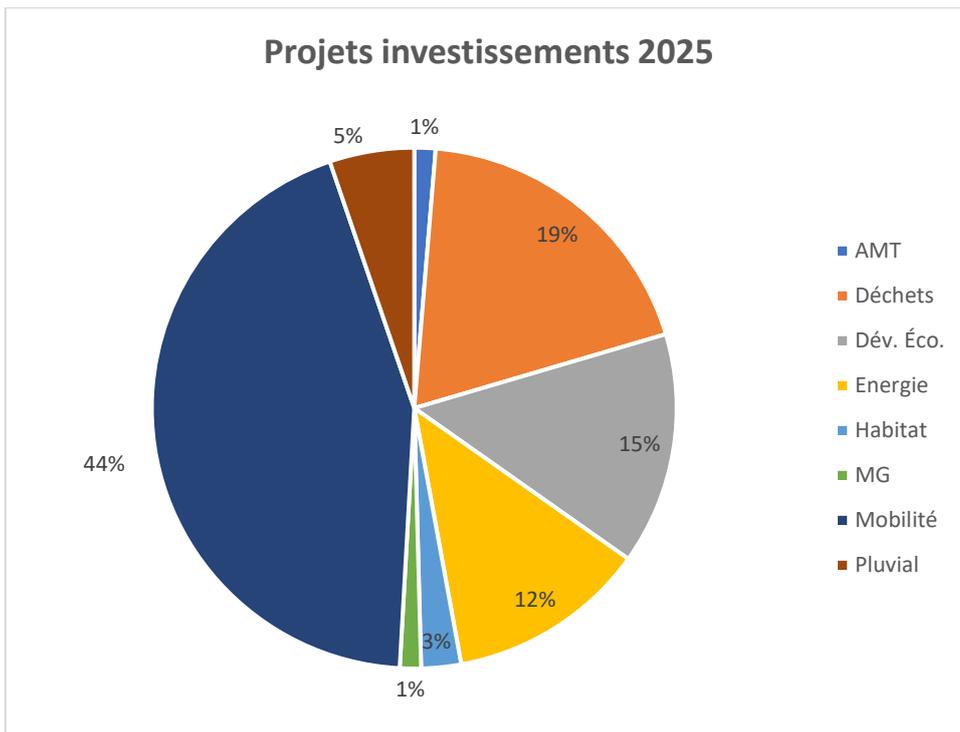
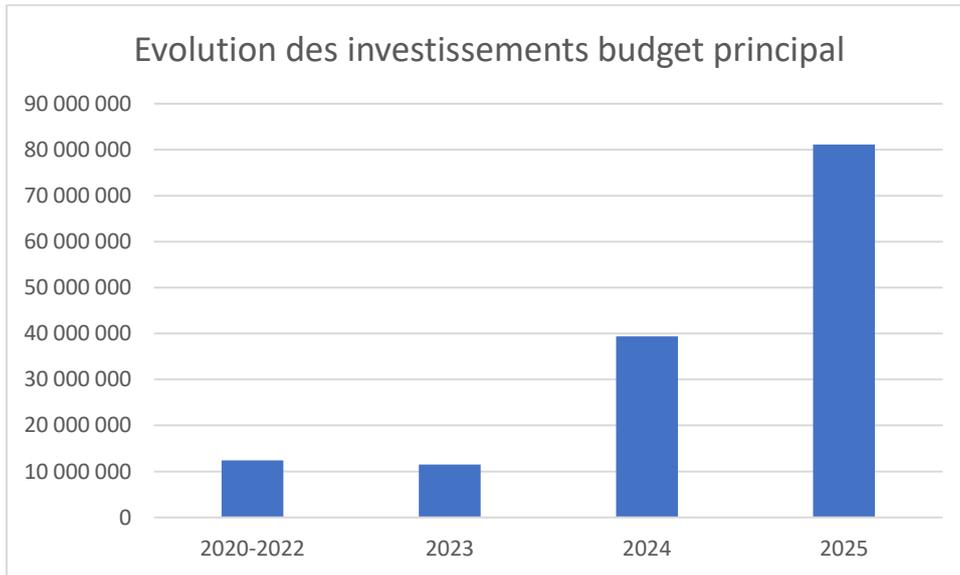
Un programme d'investissement nouveau de 850 K€ pourrait être mené, financé par le résultat de clôture 2 024 et les recettes non remboursables nouvelles 2025.

V – La poursuite de la Programmation Pluriannuelle des Investissements

Les opérations d'investissement à prévoir sur l'année 2025 s'élèvent à un total de 81 116 633 €.

Service	Communes	Projet	N°	PPI CACL - €				
				2020-2022	2023	2024	2 025	Total
AMT	CACL	Cimetière intercommunal					250 000	250 000
AMT	Roura	Marché Cacao					811 000	811 000
Déchets	CACL	Bacs OM	161	640 348	623 853	645 006	720 000	2 629 207
Déchets	CACL	Kaz Titri (démolition)	264	0	0	14 841	70 000	84 841
Déchets	CACL	Borne à verre		215 974	93 350			309 324
Déchets	CACL	Travaux Centre de tri	248			36 857	590 000	626 857
Déchets	CACL	ISDND Macouria + quai de transfert	178	519 941	259 345	88 559	803 650	1 671 494
Déchets	CACL	UVE	104	66 633		8 050 901	9 900 000	18 017 534
Déchets	Matoury	Plateforme de Compostage	70			14 731	122 900	137 631
Déchets	Matoury	Déchèterie Matoury					498 380	498 380
Déchets	Macouria	Déchèterie Macouria	206	75 335	30 200	26 550	1 584 995	1 717 080
Déchets	Montsinéry	Déchèterie Montsinéry					45 000	45 000
Déchets	Rémire	Déchèterie de Rémire	15			76 128	330 000	406 128
Déchets	Cayenne	Déchèterie de Cayenne	15	2 067 147	4 978	4 232		2 076 357
Déchets	CACL	Prev					10 000	10 000
Déchets	CACL	Renforcement PAV Verre					8 000	8 000
Déchets	CACL	Bornes EMR					173 000	173 000
Déchets	CACL	Bornes OMR					67 000	67 000
Déchets	CACL	Divers travaux aménagement déchets					40 000	40 000
Déchets	CACL	PFC					536 420	536 420
Dév. Eco.	CACL	Aides aux entreprises				49 239	430 000	479 239
Dév. Eco.	Rem-Cay-Mac-Mat	Sentier du littoral	310 ET 3101	17 265	108 086	93 180	2 063 650	2 282 181
Dév. Eco.	Matoury	Ateliers relais	175	465 555	259 297	1 088 607	4 290 000	6 103 458
Dév. Eco.	Rem-Mat-Mont-Rour	Foncière de redynamisation commerciale	363 ET 168			188 525	90 000	278 525
Dév. Eco.	Cay-Mat	Grand Parc Collely-Terca-Larivot	173	369 650	36 000	133 468	822 550	1 361 668
Dév. Eco.	CACL	AMO mise en oeuvres actions déve					35 000	35 000
Dév. Eco.	CACL	Fonds d'intervention touristique					697 000	697 000
Dév. Eco.	CACL	Hors opérations d'équipement					574 700	574 700
Dév. Eco.	Rémire Montjoly	Pt de débarquement pêche art Rémire Montjoly					200 000	200 000
Dév. Eco.	Cayenne	Pt de débarquement pêche art Cayenne					100 000	100 000
Dév. Eco.	Larivot	Pt de débarquement pêche art Larivot					100 000	100 000
Dév. Eco.	CACL	Schéma développ.Activités comm					461 318	461 318
Dév. Eco.	CACL	Schéma développement touristique					40 000	40 000
Dév. Eco.	CACL	Schéma ZAE					35 000	35 000
Dév. Eco.	CACL	Signalétique YANECO					316 103	316 103
Dév. Eco.	CACL	Signalétique ZAE					442 663	442 663
Dév. Eco.	CACL	Stratégie foncière					60 000	60 000
Dév. Eco.	CACL	TRAVAUX ZAE					100 000	100 000
Dév. Eco.	CACL	Zone Industrielle Intercommunale					50 000	50 000
Dév. Eco.	CACL	AMO Axe 3					496 365	496 365
Dév. Eco.	CACL	Etude restauration scolaire					47 600	47 600
Dév. Eco.	CACL	Maison de l'agriculture					50 000	50 000
Dév. Eco.	CACL	Plan alimentaire territorial					60 000	60 000
Dév. Eco.	CACL	Signalétique foncier agricole					126 365	126 365
DINSI	CACL	Bornes interactives			98 760			98 760
DINSI	CACL	Projet Lorawan			10 590			10 590
Energie	CACL	Autoconsommation photovoltaïque		3 430	10 193		1 410 000	1 423 623
Energie	CACL	Eclairage équipements sportifs					320 000	320 000
Energie	CACL	Borne IRVE	275			34 369		34 369
Energie	CACL	Isolation toiture bâtiments communaux	262		358 619	2 562 788	5 275 191	8 196 598
Energie	CACL	Réalisation et suivi du PCAET	231		85 260	47 296	100 000	232 556
Energie	CACL	Travaux éclairage public		96 824			1 300 000	1 396 824
Energie	CACL	Concession ombrières					1 192 508	1 192 508
Energie	CACL	Rénovation énergétique des bâtiments solaires					384 700	384 700
Habitat	CACL	Aides à l'habitat			210 900	287 500	1 988 000	2 486 400
Habitat	Cayenne	MOUS NPNRU Cayenne			10 000			10 000
MG	CACL	Remplacement ascenseurs	369			5 664	40 000	45 664
MG	CACL	Travaux siège	230			23 293		23 293
MG	CACL	Modulaires Siège	232			16 141		16 141
MG	CACL	Extension du siège	170			48 550	352 000	400 550
MG	CACL	Divers hors opérations d'équipement					345 000	345 000
MG	CACL	Aménagement des locaux de l'EPFAG					19 000	19 000
MG	CACL	Vidéoprotection et anti-intrusion siège siège CACL					300 000	300 000
Mobilité	Macouria	Abris Bus Soula Sablance	309	90 384	185 557	35 071		311 012
Mobilité	Matoury	Abris bus Mogès	163		12 938			12 938
Mobilité	Montsinéry	Abris bus Risquetout	163		16 633			16 633
Mobilité	Matoury	Abris bus Maya	163	27 499				27 499
Mobilité	Matoury	Abris bus Coagneau	163	22 377				22 377
Mobilité	Matoury	Abris bus La montagne / Balata Quadrille des lanciers	163			27 688		27 688
Mobilité	Macouria	Abris bus Village Kamuyeneh	163			16 318		16 318
Mobilité	Matoury	Abris bus Cotonnière Ouest	163			15 176		15 176
Mobilité	Montsinéry	Abris bus Montsinéry	163			15 892		15 892
Mobilité	Matoury	Abris bus Paramiana	163		34 837			34 837
Mobilité	CACL	Mise en accessibilité des quais de bus				14 720	1 050 000	1 064 720
Mobilité	CACL	Construction d'abris bus					450 000	450 000
Mobilité	Cayenne & Matoury	Acquisition de bus				2 996 021	14 656 972	17 652 993
Mobilité	Mont-Cay-Mac-Mat	Navette fluviomaritime	370	6 000	363 761	92 645	7 370 000	7 832 406
Mobilité	CACL	Stationnement vélo					120 000	120 000
Mobilité	Cayenne	BHNS	162	5 729 026	7 202 542	21 553 146	11 916 137	46 400 852
Mobilité	CACL	Plan de déplacement urbain (PDU)					50 000	50 000
Pluvial	CACL	Artisan	254	16 220	3 025	164 852	220 000	404 097
Pluvial	CACL	Papi	258	22 973	71 327	265 098	27 000	386 398
Pluvial	CACL	Etudes et travaux pluvial		1 835 897	875 496	200 287	3 981 467	6 893 147
Pluvial	Cayenne	Réhabilitation collecteur Catayée	321	135 759	542 668	21 617		700 043
Pluvial	Cayenne	Redimensionnement collecteur Magellan Mouche	325			397 348		397 348
Pluvial	Remire	Remplacement ouvrage hydraulique secteur Grenadille	368			11 770		11 770
Total				12 424 237	11 508 214	39 364 075	81 116 633	144 413 159

Les projets d'investissement envisagés en 2025 constituent une véritable accélération dans le rythme de réalisation des dépenses d'investissement du mandat :



La première projection réalisée pour l'année 2025 révèle une capacité à soutenir les travaux à hauteur de 45 205 075 €, comme précisé dans le chapitre II.

Sur la base de subventions envisageables sur ces projets ainsi que les ressources de FCTVA induites, il est possible de tabler sur une perspective de financement de l'ordre de 50 %, hors les deux postes importants que sont l'acquisition des bus et des bnhs et les dépenses relatives à l'ISDND. En dehors de ces projets, il peut être ainsi tablé sur une subvention à l'investissement de 21 919 937 €. Par ailleurs, 14 000 000 € restent à inscrire au titre des subventions à percevoir au titre de l'infrastructure TCSP réalisée dans le cadre du PPP, les dépenses ayant déjà été réalisées. Au total, le montant de subventions à envisager pour 2025 s'établit à 35 919 937 €.

Au total, sur ces bases, le programme de travaux pourrait atteindre 81 125 012 €, soit le montant d'opérations présentées ci-dessus à la programmation.

Ainsi, il ne serait pas nécessaire de recourir à l'emprunt en 2025 pour financer ce programme d'investissement.

Toutefois, pour les années suivantes, une attention particulière doit être portée aux points suivants :

- La CAF se dégrade régulièrement ces dernières années compte-tenu de la progression des dépenses de fonctionnement supérieure à la progression des recettes de fonctionnement. Elle est attendue nulle dans la projection budgétaire pour 2025, hors RAR 2024.
- Le plan de financement du programme d'investissement pour 2025 consomme la quasi-intégralité du fonds de roulement constitué les années précédentes. Les excédents ne seraient alors plus une ressource de financement disponible pour le financement des investissements à suivre sur l'année 2026.
- La CAACL est complètement désendettée (malgré une dette externalisée importante – notamment PPP TCSP et bientôt ISDND / UVE) mais la CAF devenue quasi nulle ne permet plus d'envisager de lever un volume important d'emprunt.

La capacité à poursuivre l'investissement les années suivantes repose donc impérativement sur une redynamisation de la CAF.

Aussi, si le programme d'investissement demeure globalement finançable en 2025 dans un contexte d'accélération de la dépense d'investissement, sur la base de la maturité des projets décidés en début de mandature, les perspectives post 2025 imposent des mesures sur la section de fonctionnement afin de faire face aux dépenses nouvelles et de redynamiser la capacité à financer l'investissement, par l'autofinancement ou par la dette :

- Maîtrise de la dépense de fonctionnement, en particulier le coût des principales prestations de services (collecte des déchets, transport...) ainsi que la masse salariale,
- Recherche de nouvelles recettes de fonctionnement (amélioration du rendement fiscal, évolution de la fiscalité, transferts de compétence supplémentaires générant un accroissement de la dotation d'intercommunalité...)
- Et bien sûr, recherche de nouveaux cofinancements susceptibles d'étaler la mobilisation du fonds de roulement sur plusieurs années.